



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 61.330/2
du 27 juin 2017

advies 61.330/2
van 27 juni 2017

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant le
statut administratif et
pécuniaire des agents du
personnel opérationnel du
Service d'Incendie et d'Aide
médicale urgente'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende het
administratief statuut en de
bezoldigingsregeling van het
operationeel personeel van de
Dienst voor Brandbestrijding
en Dringende Medische Hulp'

Le 5 avril 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de l'Économie et de l'Emploi à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 30 juin 2017 ^(*), sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre les 26 et 27 juin 2017. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 juin 2017.

^(*) Par courriel du 3 mai 2017.

*

Op 5 april 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor Economie en Tewerkstelling verzocht, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 30 juni 2017 ^(*), een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 26 en 27 juni 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 juni 2017.

^(*) Bij e-mail van 3 mei 2017.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 16, alinéa 2, de l'accord de coopération 'exécutant l'article 306, § 2, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours' dispose que « le ministre de l'Intérieur est associé à l'élaboration ou à la modification du statut bruxellois pour autant que le projet mette en œuvre l'accord ».

N'a toutefois été communiquée à la section de législation que la seule copie du courrier adressé en ce sens au Ministre de l'Intérieur, daté du 1^{er} juin 2017.

Il revient par conséquent au demandeur d'avis de veiller à ce que l'accomplissement de cette formalité préalable soit mené à bonne fin et d'en faire mention au préambule de l'arrêté en projet.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Comme la section de législation l'a rappelé à de nombreuses reprises et notamment dans son avis 41.963/2 donné à l'occasion de l'examen de l'avant-projet devenu la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile'¹, la matière de la protection civile au sens large est une compétence résiduelle de l'autorité fédérale. Dès lors, lorsque la Région de Bruxelles-Capitale, faisant application de l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises' confie l'exercice d'attributions de l'Agglomération bruxelloise – en l'occurrence les compétences en matière de service d'incendie et d'aide médicale urgente – à un organisme d'intérêt public et fixe le statut du personnel de cet organisme, elle doit le faire dans le respect des règles fédérales en matière de protection civile, l'État fédéral devant, pour sa part, tenir compte des particularités résultant de ce que, en application cet article 5, la Région de Bruxelles-Capitale a confié le service d'incendie et d'aide médicale urgente à un organisme d'intérêt public, à savoir le SIAMU.

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2006-2007, n° 51-2928/1, pp. 113 à 120.

L'avis 41.963/2 invitait le législateur fédéral à faire un choix :

« Soit, il opte pour la prise en compte des particularités du Service d'incendie et d'aide médicale urgente organisé par la Région de Bruxelles-Capitale, mais il lui incombe alors de déterminer, également pour cette région, des dispositions générales permettant à celle-ci de les adapter aux spécificités de son service et de son personnel. Dans cette optique, il convient que l'auteur de l'avant-projet s'assure que le cadre minimal défini par l'article 15 de l'avant-projet permet à l'État fédéral d'assurer pleinement l'exercice de sa compétence en matière de protection civile (au sens large) et de conserver un minimum d'uniformité en cette matière. Il appartient, en outre, à l'auteur de l'avant-projet de s'assurer de la cohérence des dispositions de l'avant-projet avec l'optique ainsi retenue ².

Soit, l'auteur de l'avant-projet, en conférant au Roi le soin de fixer le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, considère ce service comme un service de secours au même titre que les autres. Il convient alors de conclure un accord de coopération dans le respect des compétences assignées à l'autorité fédérale et à la Région de Bruxelles-Capitale ».

L'article 106 de la loi du 15 mai 2007 habilite le Roi à, notamment, arrêter « le statut administratif et pécuniaire du personnel opérationnel des zones, en ce compris la formation ». En vertu de l'article 17, § 1^{er}, 7°, de la même loi, cet article 106 n'est pas d'application à l'organe mis en place par la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 « sauf en ce qui concerne les principes généraux du statut administratif applicable au personnel opérationnel visé à cet article ».

1.2. En application de ces dispositions légales, le livre 15 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours' ³ (ci-après : « le statut fédéral »), intitulé « Dispositions constituant les principes généraux applicables aux membres du personnel opérationnel du Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale », comprend deux dispositions :

« Art. 306. § 1^{er}. Conformément à l'article 17, § 1^{er}, 7°, de la loi du 15 mai 2007, les dispositions suivantes du présent statut constituent des principes généraux applicables au service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale :

- Livre 1 : les articles 1 et 7 ;
- Livre 2 : les articles 14 et 18 à 20 ;
- Livre 3 : les articles 21 à 26, 32 et 33 ;
- Livre 5, titre 2 : les articles 67 à 71, 75, 76, 77, alinéas 1^{er} et 3, 78 à 86 ;
- Livre 5, titre 3 : les articles 89, 90, 91, alinéa 1^{er}, 92 à 98, 99, alinéas 1^{er} et 3, 100 à 107, 108, alinéa 1^{er}, et 109 ;
- Livre 5, titre 4 : les articles 110 à 114 ;

² Note de bas de page 28 de l'avis cité : Il n'est pas cohérent, ni par ailleurs admissible, de choisir cette option tout en confiant au Roi le soin d'arrêter le statut des membres du personnel de ce service, tâche qui relève en effet de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale. Comparez avec la situation actuelle, dans laquelle le statut est fixé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, dans le respect, d'une part, des articles 9 et 13 de la loi du 31 décembre 1963, précitée, et, d'autre part, des principes généraux consacrés par l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité.

³ Le projet devenu cet arrêté royal du 19 avril 2014 a fait l'objet de l'avis 55.165/2 donné le 6 février 2014 par le Conseil d'État. Dans cet avis, le Conseil d'État rappelle la substance de l'avis 41.963/2 sur ce point (observation générale n° 1, *Moniteur belge*, 1^{er} octobre 2014, p. 77485).

- Livre 6 : l'ensemble du livre ;
- Livre 15 : l'ensemble du livre ;
- Livre 17 : l'ensemble du livre.

§ 2. Les matières des articles 5, 87, 88 et 308 du présent statut ainsi que celles des livres 4 et 5, titre 1er, font l'objet d'un accord de coopération entre l'État fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 3. Les articles 15 et 280 à 290 du présent statut sont applicables au service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 307. Pour l'application des dispositions visées à l'article 306, les compétences attribuées au commandant, au conseil, au collège ou au président sont exercées par les organes compétents de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Dans le rapport au Roi précédant cet arrêté royal, les articles 306 et 307 font l'objet du commentaire suivant :

« Article 306

L'article 306 règle la question de l'application du texte au Service d'incendie et d'aide médicale urgente de Bruxelles (SIAMU) en s'attachant à répondre à une observation générale du Conseil d'État formulée dans son avis 55.165/2 du 6 février 2014.

Le Conseil d'État observe en effet que le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale détient, en vertu des articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, la compétence d'organiser le SIAMU et de fixer le statut de son personnel.

Le Conseil d'État rappelle également la compétence en matière d'organisation des services d'incendie et de politique relative à ceux-ci attribuée à l'autorité fédérale par l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, quatrième tiret, de la loi spéciale du 8 août 1980.

Vu ces deux niveaux de compétence, le Conseil d'État rappelle qu'il a, pour mettre fin à l'insécurité juridique qui caractérise la matière, proposé deux pistes de solution : d'une part, l'autorité fédérale peut 'tenir compte des particularités du Service d'Incendie organisé par la Région de Bruxelles Capitale en fixant des dispositions générales permettant à cette Région d'adapter celles-ci aux spécificités de son personnel', d'autre part l'autorité fédérale et la Région de Bruxelles-Capitale peuvent agir de concert en concluant en la matière des accords de coopération.

Par conséquent, l'article 306 fait écho à ces deux pistes de solution suggérées par le Conseil d'État. Le premier paragraphe énumère une série de dispositions applicables au SIAMU qui constituent pour ce service des principes généraux ; il revient dans ce cas à la Région de Bruxelles-Capitale de les compléter, de les appliquer ou de les adapter au moyen de la compétence qu'elle détient en matière de statut applicable au personnel des organismes d'intérêt public qu'elle a créés (voir les articles 5 et 56 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précités).

Le deuxième paragraphe de l'article 306 met en œuvre la seconde piste de solution suggérée par le Conseil d'État et détermine avec précision les matières qui doivent faire l'objet d'un accord de coopération entre l'autorité fédérale et la Région de Bruxelles-Capitale. Le paragraphe 3 de l'article 306 se borne pour sa part à rendre applicables des dispositions prises par l'autorité fédérale principalement au titre de sa compétence en matière de bien-être au travail et des risques inhérents au travail. Par conséquent, les différents livres, titres et matières qui ne sont pas visés par l'un des trois paragraphes de l'article 306 sont réglés par la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de

l'autonomie qu'elle détient en vertu des articles 5 et 56 de la loi du 12 janvier 1989 précités.

L'article 306 [lire : 307] précise pour sa part qu'il revient à la Région bruxelloise de déterminer lesquels de ses organes ou de ceux du SIAMU sont appelés à jouer les rôles dévolus par le texte en projet à des institutions comme le commandant, le conseil ou le collège.

Ce sont principalement les obligations linguistiques imposées par les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative qui ont présidé à la répartition des matières dans le premier ou dans le deuxième paragraphe de l'article 306. Le SIAMU est en effet le seul service d'incendie bilingue du pays et se trouve de ce fait soumis aux obligations de répartition linguistique fixées par les cadres linguistiques. Par ailleurs, comme on le sait, les pourcentages issus des cadres linguistiques doivent être respectés au sein de chaque degré de la hiérarchie, étant entendu qu'un arrêté distinct de celui qui fixe les cadres linguistiques détermine les grades des membres du personnel qui constituent un même degré de hiérarchie. Par conséquent, du fait de cette particularité, il a été décidé que les principales dispositions du présent statut mettant en jeu les différents grades du présent statut feraient l'objet d'un accord de coopération : l'article 5 (établissement des différents grades des cadres de base, moyen et supérieur), les articles 87 et 88 (conditions de mobilité), l'article 308 (droit transitoire des grades) ainsi que le titre premier du livre 5 (système de promotion par avancement de grade). Il est en effet préférable que les dispositions précitées fassent l'objet d'un accord de coopération, de manière à pouvoir assurer leur mise en œuvre en bonne intelligence avec la législation linguistique.

Par ailleurs, il a également été décidé que le livre 4 ferait l'objet d'un accord de coopération entre l'État fédéral et la Région de Bruxelles-Capitale : ses dispositions, très détaillées, ne sauraient être assimilées à des principes généraux – leur 'application directe' réduirait à néant l'autonomie que la Région bruxelloise détient en la matière. À l'inverse, la plupart des formulations des dispositions énumérées au paragraphe premier de l'article 306 font en sorte que la Région de Bruxelles-Capitale dispose, à leur égard, d'une marge de manœuvre dans leur application et leur adaptation au SIAMU »⁴.

1.3. Il résulte de ce qui précède qu'en ce qui concerne les dispositions visées à l'article 306, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 19 avril 2014, il s'agit de « principes généraux » que le statut qui fait l'objet du présent projet à l'examen doit respecter, mais qu'il peut compléter ou adapter ces dispositions pour prendre en compte les spécificités du SIAMU.

1.4. L'examen du projet quant au respect de ces principes généraux suscite des difficultés, en raison notamment du manque d'uniformité dans la méthode utilisée pour intégrer ces principes dans le statut des membres du personnel opérationnel du SIAMU :

1° Plusieurs dispositions du projet se limitent en effet à reproduire les dispositions énumérées à l'article 306, § 1^{er}, ce qui correspond aux hypothèses où les spécificités du SIAMU ne nécessitent pas une adaptation de ces règles. Pour mieux mettre en lumière l'origine de ces dispositions, mieux vaudrait faire précéder les dispositions en cause des mots « Conformément aux articles [correspondant] et 306, § 1^{er}, du statut fédéral, ».

Tel est le cas des articles 299 (article 18 du statut fédéral), 295 (article 23 du statut fédéral), 121 (article 67, alinéa 1^{er}, du statut fédéral), 119 (article 67, alinéa 2, du statut fédéral),

⁴ Moniteur belge, 1^{er} octobre 2014, p. 77482.

125, alinéa 3 (article 71, alinéa 3, du statut fédéral), 132, alinéa 1^{er} (article 76 du statut fédéral), 137 *juncto* 30, alinéas 1^{er} et 5 (article 77, alinéas 1^{er} et 3, du statut fédéral), 135, alinéa 1^{er} (article 78 du statut fédéral), 134 (article 80 du statut fédéral), 149 (article 89 du statut fédéral), 151 (article 108, alinéa 1^{er}, du statut fédéral), 110 (article 113 du statut fédéral) et 112 (article 114 du statut fédéral) du projet.

2° D'autres dispositions en revanche ne se contentent pas de reproduire les dispositions du statut fédéral, mais y ajoutent des mesures complémentaires ou légèrement différentes. Celles-ci sont admissibles dans la mesure où l'auteur du projet est à même de démontrer que ces adaptations sont nécessaires aux particularités du SIAMU et ne portent pas atteinte à la substance de ces dispositions. Mieux vaudrait également que ces dispositions contiennent une référence à la disposition correspondante du statut fédéral et à l'article 306, § 1^{er}, de celui-ci.

Tel est le cas des articles 294 (article 22 du statut fédéral), 296 (article 25 du statut fédéral), 122 (article 68 du statut fédéral), 125, alinéa 2 (article 71, alinéa 2, du statut fédéral), 130 (article 75 du statut fédéral), 136 (article 79 du statut fédéral), 135, alinéa 2 (article 81 du statut fédéral), 137 à 141 (articles 82 et 83 du statut fédéral), 144 et 145 (articles 84 et 85 du statut fédéral), 152 (articles 109, alinéa 1^{er}, du statut fédéral) et 109 (article 112 du statut fédéral) du projet.

3° D'autres dispositions du projet ont le même objet que des dispositions du statut fédéral énumérées à l'article 306, § 1^{er}, mais les reproduisent imparfaitement, voire s'en écartent substantiellement sans que les raisons liées à la spécificité du SIAMU n'apparaissent à première vue. Ces dispositions seront revues.

Tel est le cas des articles 301 (article 19 du statut fédéral), 302 (article 20 du statut fédéral), 293 (article 21 du statut fédéral), 312 (article 32 du statut fédéral), 313 (article 33 du statut fédéral), 123 (article 69 du statut fédéral), 124 (article 70 du statut fédéral⁵), 125, alinéa 1^{er} (article 71, alinéa 1^{er} du statut fédéral⁶), 146 (article 86 du statut fédéral⁷) et 107 (article 111 du statut fédéral) du projet.

Tel est le cas également des dispositions du titre X du projet, relatif à la formation. En vertu de l'article 306, § 1^{er}, du statut fédéral, l'ensemble des dispositions du livre 6 de ce statut, intitulé « De la formation », constituent des principes généraux applicables au SIAMU. L'article 259, § 2, du projet prévoit certes que le plan de formation « intègre au minimum les exigences de la réglementation fédérale en la matière » mais cette formulation est insuffisante à assurer le respect de ces exigences car, d'une part, le statut fédéral distingue la formation continue et la formation permanente, distinction qui ne figure pas dans le projet et, d'autre part, le projet fixe des exigences moins contraignantes pour la formation du cadre supérieur, alors que le

⁵ L'article 124 du projet ne tient pas compte de la modification apportée à l'article 70 du statut fédéral par les arrêtés royaux des 9 mai 2016 et 8 octobre 2016.

⁶ L'article 125, alinéa 1^{er}, du projet ne tient pas compte de la modification apportée à l'article 71, alinéa 1^{er}, du statut fédéral par l'arrêté royal du 9 mai 2016.

⁷ L'article 146, alinéa 2, du projet ne tient pas compte de la modification apportée à l'article 86, alinéa 2, du statut fédéral par l'arrêté royal du 9 mai 2016.

statut fédéral, en termes d'heures de formation minimales requises, ne fait pas de distinction entre les cadres.

4° Enfin certaines dispositions qui, en vertu de l'article 306, § 1^{er}, constituent des principes généraux ne sont ni reproduites, ni reprises en substance dans l'arrêté en projet. Compte tenu du choix opéré par l'auteur du projet pour les autres dispositions, cette absence rend le présent statut en projet incomplet et source d'insécurité quant aux règles applicables.

Tel est le cas des articles 1^{er} (*partim*)⁸, 7, 14, 109 (*partim*)⁹ et 334.

1.5. En conclusion, le projet sera revu pour, d'une part, s'assurer que les dispositions du statut fédéral qui constituent des principes généraux applicables au SIAMU sont correctement traduites dans le projet et ne sont, le cas échéant, adaptées que dans la mesure nécessaire aux spécificités du SIAMU et, d'autre part, mieux faire apparaître la distinction entre les dispositions qui résultent de la reproduction des principes généraux du statut fédéral et celles qui résultent de l'autonomie de la Région.

2.1. Plusieurs dispositions du projet font référence à des textes qui ne sont pas encore adoptés.

Ainsi, l'alinéa 6 du préambule et plusieurs dispositions renvoient au « statut général » tel que défini à l'article 1^{er}, 9° du projet de statut, à savoir « l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du XX XX 2017 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale ». Ce texte n'existe qu'à l'état de projet.

À l'article 8, § 3, du projet, il est de même fait référence à « l'arrêté du [XXX] » et à « l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du [XXX] portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale ».

La difficulté réside dans le fait que les dispositions de l'arrêté en projet qui renvoient à ces arrêtés ne sont compréhensibles que si ceux-ci sont adoptés et, partant, identifiables.

⁸ Il ne se justifie pas d'énoncer parmi les définitions figurant dans cet article 1^{er} des notions qui ne sont pas utilisés par le projet. En revanche, il convient, dans l'optique choisie de reproduire les dispositions fédérales qui constituent des principes généraux pour le SIAMU, d'y mentionner également les définitions qui contribuent à la compréhension des dispositions correspondantes du projet à l'examen, par exemple celles figurant sous l'article 1^{er}, 14° (« jour férié »), 15° (« jour ouvrable ») et 17° (« diplôme de niveau A »), du statut fédéral.

⁹ Tel est le cas également des articles 89, 90, 91, alinéa 1^{er}, 92 à 98, 99, alinéas 1^{er} et 3, 100 à 105. Cette omission se justifie car ces dispositions ne s'appliquent qu'à la professionnalisation des membres du personnel volontaire des zones de secours au sein de la même zone, catégorie qui n'existe pas au sein du SIAMU. Cependant l'article 109 du statut fédéral (professionnalisation dans une autre zone) est quant à lui bien applicable au SIAMU et renvoie, dans son alinéa 1^{er}, aux articles 92 à 105 du même statut. L'article 152 du projet, qui tend à transposer cet article 109, renvoie quant à lui aux articles 127 à 143 (relatifs au stage de mobilité). Ce faisant, d'une part, les dispositions des articles 92 à 94 du statut fédéral, auquel l'article 109 du statut se réfère, n'ont pas leur équivalent dans le projet, et, d'autre part, les dispositions du statut fédéral, spécifiques au stage de professionnalisation, ne sont qu'imparfaitement transposées dans le projet puisque celui-ci se limite à renvoyer aux dispositions relatives au stage de mobilité.

Il convient d'éviter la référence à un acte en cours d'élaboration dès lors que celui-ci n'existe pas encore dans l'ordre juridique ¹⁰.

2.2. S'agissant du « statut général » tel que défini à l'article 1^{er}, 9°, du projet, le délégué du Ministre a toutefois précisé ce qui suit :

« Pour être tout à fait précis, l'alinéa 6 du projet renvoie à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après 'statut général'). Il est toutefois vrai que le préambule devrait mentionner la date du 27 mars 2014, qui correspond à la date de l'arrêté actuellement en vigueur.

Cette imprécision s'explique parce qu'un nouveau statut général est en cours d'adoption au niveau régional. Étant donné que de nombreuses modifications du projet soumis à avis se basent sur ce projet de statut général, toutes les références au 'statut général' sont faites sur base de l'arrêté en cours d'adoption. Toutefois, vu le retard pris dans la procédure d'adoption de ce nouveau statut général, il est fort probable que le projet SIAMU soit adopté en premier. Les références doivent être dès lors corrigées pour correspondre au statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public du 27 mars 2014, statut en vigueur au moment de l'adoption du statut SIAMU ».

Le projet doit être revu en ce sens, le « statut général » devant être compris comme étant celui figurant dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'.

2.3. De même, « l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du [XXX] portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale » doit être compris comme étant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant réglementation de la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Lorsque le texte en projet renvoie à un article précis de ce statut, il conviendra de remplacer le sigle « XX » par le numéro de l'article en question ¹¹.

2.4. S'agissant de « l'arrêté du [XXX] » visé à l'article 8, § 3 du projet, il est défini à l'article 1^{er}, 11°, de celui-ci comme étant « l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du [XXX] déterminant, au Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, les délégations de compétences et de signatures accordées au directeur général et au directeur général adjoint et les modalités d'exercice de l'avis du coordinateur administratif dans les matières relevant de sa compétence ».

Le projet de cet arrêté a fait l'objet de l'avis du Conseil d'État 61.315/2, donné le 29 mai 2017.

¹⁰ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 77.

¹¹ Voir par exemple l'article 9 du projet.

Le texte examiné sera adapté lorsque cet arrêté sera adopté.

3. Les observations particulières formulées dans la suite de cet avis le sont sous la réserve des observations générales qui précèdent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} doit être omis, l'article 55 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises' ne procurant pas de fondement légal au projet.

2. Les articles 17 et 106 de la loi du 15 mai 2007 'relative à la sécurité civile' ne procurent pas de fondement légal au projet. Toutefois, comme ils participent du cadre juridique de celui-ci, l'alinéa 4 qui les vise pourrait faire l'objet d'un considérant, de même que l'accord de coopération conclu entre l'autorité fédérale et la Région de Bruxelles-Capitale, prévu par l'article 306, § 2, du statut fédéral.

3. L'alinéa 6 du préambule vise « l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du XX XX 2017 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale ».

À suivre les observations générales formulées ci-avant, cet alinéa doit viser non pas un texte en voie d'adoption mais, en l'occurrence, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'. Il n'en reste pas moins que cet arrêté ne procure pas de fondement juridique à l'arrêté examiné et n'est pas modifié ou abrogé par celui-ci, de sorte que, si l'auteur du projet souhaite en faire mention, il doit être mentionné en fin de préambule sous la forme d'un considérant.

4. À l'alinéa 7 du préambule, il y a lieu de viser le protocole n° 2017/02 du Comité de secteur XV du 20 mars 2017.

5. Le dossier ne permet pas de déterminer la date de l'accord du Ministre du Budget, visé à l'alinéa 9 du préambule. Cet alinéa sera vérifié sur ce point.

6. De même, l'accord de la Ministre de la Fonction publique a été donné le 17 janvier 2017. L'alinéa 10 du préambule sera revu en ce sens.

7. Les formalités préalables accomplies doivent être mentionnées dans l'ordre chronologique en commençant par la plus ancienne¹². Le préambule sera revu en ce sens.

¹² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 34.

8. Dès lors que les articles 306, § 1^{er}, et 307 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours' mentionnent les principes généraux applicables au personnel opérationnel du SIAMU, il convient d'en faire état au préambule de l'arrêté examiné, sous la forme d'un considérant.

9. Le préambule doit viser le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes (« gender test ») qui a été établi.

DISPOSITIF

LIVRE I^{ER}, TITRE I^{ER}

Il serait opportun de compléter le titre I^{er} du livre I^{er} par une disposition confirmant, conformément à l'intitulé du projet, que celui-ci s'applique au personnel opérationnel.

Article 1^{er}

L'article 1^{er}, 13°, définit le « GRH opérationnel » comme étant « les référents au sein du SIAMU pour la gestion du personnel opérationnel ».

La difficulté de cette définition réside dans le fait qu'il est renvoyé à plusieurs personnes (« les référents »). Au sein du projet, l'intervention du GRH opérationnel est prévue, notamment en matière de réaffectation ou de stage de mobilité, comme s'il s'agissait d'une seule personne.

Il conviendrait de définir le GRH opérationnel comme se rapportant à une seule fonction, qui pourrait être celle de l'agent chargé de la gestion du personnel opérationnel au sein du SIAMU.

Article 2

1. Le paragraphe 1^{er} utilise l'expression impropre de « jours calendriers », qui est un anglicisme. Il y a lieu d'utiliser le mot « jour(s) », ce qui signifie simplement le jour civil ¹³.

2. Il est certes utile d'organiser la manière de calculer les délais en cas de notification d'une pièce, comme le fait le paragraphe 2.

Toutefois, on observe que de nombreuses dispositions du projet font usage de notions voisines de celle de « notification », par exemple celles d'« envoi » (par exemple les articles 31, 74 et 137) ou de « communication » (par exemple l'article 283, alinéa 3).

¹³ Voir en ce sens l'avis du Conseil d'État 35.500/4 donné le 18 juin 2003 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 'relatif à l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques et des services intégrés de soins à domicile' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/35500.pdf>).

Il n'est pas clair en ce cas si les règles prévues au paragraphe 2 seront bien applicables à ces hypothèses voisines.

En outre, certaines dispositions (par exemple les articles 47, § 2, et 62, alinéa 3) organisent autrement la computation des délais.

Le projet sera réexaminé afin d'éviter toute difficulté d'interprétation et d'application sur ce point.

Article 6

Si la dénomination de « sergent-major » au rang C1 à côté de celle de « sergent » peut s'expliquer par la possibilité laissée à la Région de Bruxelles-Capitale de prévoir le grade intermédiaire de sergent-major pour le SIAMU, cette explication n'est pas pertinente pour la double dénomination de « lieutenant » et de « capitaine » donnée au rang A1.

Sauf à s'en justifier, la disposition sera revue sur ce point, d'autant que l'article 55 du projet fait du grade de capitaine un grade de promotion conditionné notamment par une ancienneté de grade d'au moins trois ans au grade de lieutenant.

Il est observé également que, selon la note au Gouvernement, le grade de capitaine est attribué tant au rang A1 qu'au rang A2, ce qui n'est pas traduit dans le dispositif.

Article 8

1. La délégation prévue au paragraphe 5 devra s'articuler avec le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'déterminant, au Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, les délégations de compétences et de signatures accordées au directeur général et au directeur général adjoint et les modalités d'exercice de l'avis du coordinateur administratif dans les matières relevant de sa compétence' ¹⁴, dont l'article 6 de sa version en projet soumise au Conseil d'État prévoit qu'« [a]près accord du Ministre, le directeur général et directeur général adjoint peuvent déléguer, dans les limites et aux conditions qu'ils déterminent conjointement, certains des pouvoirs dont ils sont investis en vertu du présent arrêté ».

2. Au même paragraphe, les mots « Le cas échéant » seront remplacés par les mots « En ce cas ».

¹⁴ À propos duquel le Conseil d'État a donné, le 29 mai 2017, l'avis 61.315/2.

Article 16

À l'alinéa 1^{er}, il est prévu qu'un concours de recrutement peut être organisé notamment par « Bruxelles Fonction publique » ou « l'École régionale des métiers de la sécurité ».

Interrogé sur l'existence de ces entités et sur les textes prévoyant leur création, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

« Le projet de statut anticipe sur la situation juridique future puisque ces organismes sont en cours de création. Pour cette raison, aucun autre texte ne prévoit actuellement le recrutement par ces organismes. Afin de prendre en compte la situation future et la nécessité d'un fondement juridique, est-ce qu'une disposition transitoire conditionnant l'organisation des recrutements par ces organismes à un texte juridique portant la création de ces organismes et leur confiant comme mission l'organisation des recrutements serait suffisante ? ».

Il y a lieu d'omettre de l'article 16 les références à « Bruxelles Fonction publique » et à l'« École régionale des métiers de la sécurité », quitte à les réinsérer lorsque ces organismes se verront consacrés juridiquement.

Article 17

À l'alinéa 3, il convient, à l'instar de ce qui est prévu aux articles 37, § 2, et 38, § 2, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours', de préciser que le candidat est informé du résultat du concours « soit par lettre recommandée soit par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine »¹⁵.

Article 19

La version néerlandaise de l'article 19, alinéa 3, sera complétée en ajoutant un point « 13° verlof wegens opdracht ».

Article 20

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'article 20 du projet sera assurée, dans la mesure où chaque version contient respectivement un ou deux alinéas.

Une observation analogue vaut pour la suite du projet, spécialement pour les articles 24, 29, 35, 61, 72, 73, 77, 87, 92, 111, 141, 146, 181, 262 et 416.

¹⁵ Voir également en ce sens l'article 15, alinéa 3, de l'accord de coopération.

Article 21

Dans la version française de l'article 21, § 3, alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire « l'équivalent de 10 jours ouvrables ».

Article 23

La mention « § 1^{er}. » sera omise dès lors que l'article 23 n'est constitué que d'un seul alinéa.

Article 24

Le paragraphe 3 prévoit la possibilité, pour le stagiaire, d'effectuer une partie de son stage dans une autre zone de secours. En ce cas, il doit être prévu que le stagiaire est placé, pour la durée de ce détachement, sous la responsabilité du commandant de la zone où il est détaché ou de son délégué. En effet, sans cela, le stagiaire resterait, selon l'article 23 du projet, « sous la responsabilité du maître de stage », soit un agent opérationnel du SIAMU qui n'est pas détaché et ne peut de ce fait pas assurer la responsabilité du stage lorsque son stagiaire est détaché.

Article 29

À l'alinéa 2, compte tenu de l'article 27, § 2, alinéa 1^{er}, après les mots « de ces rapports », il convient d'ajouter les mots « et des observations éventuelles du stagiaire ».

Article 30

Il convient de préciser qui assure la présidence de la commission de stage, dès lors que sa voix est prépondérante dans l'hypothèse visée à l'alinéa 6. Le président est en outre chargé de convoquer le stagiaire selon l'article 32 du projet. Cette précision a d'autant plus d'importance que la commission de stage intervient également dans le cadre du stage de promotion visé à la section IV du chapitre I^{er} du titre IV.

Article 32

L'alinéa 3 apparaît peu compréhensible à défaut de distinguer quelle est « la deuxième audience » à laquelle il est fait référence.

De l'accord du délégué, un nouvel alinéa sera inséré entre les alinéas 2 et 3 de l'article 32 du projet, libellé comme suit :

« Si le stagiaire présente une excuse valable, l'audition est reportée et le stagiaire est convoqué pour une deuxième audience selon les formes de l'alinéa 1^{er} ».

Cet ajout devrait également être apporté aux articles 75 et 138 du projet.

Article 35

L'article 35 n'est pas clair quant à la détermination des différentes étapes de la procédure conduisant à l'éventuelle décision portant sur la prolongation de la période de stage ou sur le licenciement du stagiaire.

Il ne permet pas non plus de déterminer qui, du conseil de direction ou de l'autorité investie du pouvoir de nomination, dispose du pouvoir de décision ultime.

La disposition à l'examen sera clarifiée.

Une observation analogue vaut pour les articles 77 et 141.

Article 37

Il n'est pas précisé à quel moment la décision de licenciement du stagiaire sort ses effets.

Interrogé à ce propos, le délégué du Ministre a indiqué que « le licenciement a lieu le jour de la prise de décision définitive par l'autorité investie du pouvoir de nomination. Il n'y a pas de préavis mais l'agent a droit à une indemnité prévue à l'article 37 ».

Il y a lieu plutôt de prévoir que le licenciement prend effet à la date de sa notification. La disposition sera complétée en conséquence.

Article 38

De l'accord du délégué du Ministre, l'article 38 du projet sera rédigé comme suit :

« Art. 38. À l'issue de deux rapports intermédiaires de stage qui concluent par une appréciation défavorable, le GRH opérationnel notifie au stagiaire une proposition de licenciement.

Le stagiaire peut introduire un recours contre la proposition de licenciement selon les délais et modalités de la section IV du présent chapitre.

Si le stagiaire ne saisit pas la commission dans le délai imparti, la proposition de licenciement est communiquée pour suite à donner à l'autorité investie du pouvoir de nomination ».

Article 39

1. À l'alinéa 2, le mot « et » situé entre les mots « à son stage » et les mots « le droit pour le stagiaire de se faire assister » sera remplacé par une virgule ; à l'inverse, la virgule située

entre les mots « mis à charge » et les mots « le droit pour le stagiaire de solliciter » sera remplacée par le mot « et ».

2. Interrogé sur la procédure faisant suite à la saisine de la commission de stage, le délégué du Ministre a proposé de modifier le dernier alinéa de l'article 39 en précisant que le recours porte non sur la proposition de décision mais sur la décision elle-même.

Si telle est bien l'intention, le renvoi à la section IV fait par le dernier alinéa est insuffisant dès lors que cette section, en son article 34, ne prévoit qu'un avis motivé sur une proposition de décision.

Il y aurait lieu de revoir le texte de manière à prévoir soit un pouvoir de décision à la commission de stage, soit une nouvelle saisine de l'autorité ayant pouvoir de nomination après l'avis de la commission de stage.

Article 42

La mention « § 1^{er}. » sera omise.

Article 43

La disposition sera complétée par l'intitulé du décret du 20 juillet 1831 'concernant le serment à la mise en vigueur de la monarchie constitutionnelle représentative'.

Article 55

Le grade de capitaine est également un grade de recrutement (article 11 du projet). Il convient donc que l'auteur du projet détermine la manière dont l'emploi est prioritairement pourvu en cas de vacance : d'abord par recrutement et puis, à défaut de candidat ou de lauréat, par promotion ou, à l'inverse, d'abord par promotion puis, à défaut de candidat ou de lauréat, par recrutement.

Article 57

Il y a lieu de tenir compte de ce que l'article 56, 7°, c), de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours', tel qu'introduit par l'article 73 de l'arrêté royal du 18 novembre 2015 'relatif à la formation des membres des services publics de secours et modifiant divers arrêtés royaux', auquel renvoie le paragraphe 1^{er} de l'article 57 du projet, a été annulé par l'arrêt du Conseil d'État n° 237.506 du 28 février 2017.

Articles 58, 59, 61 et 63

Il y a une incohérence entre l'article 58, alinéa 6, en vertu duquel le conseil de direction est lié par le classement des candidats établi par le jury, et l'article 63, qui envisage l'hypothèse où le conseil de direction pourrait ne pas être unanime.

L'article 59, en tant qu'il prévoit que « le conseil de direction émet un avis motivé », semble également partir de l'hypothèse que le comité de direction disposerait d'un pouvoir autonome quant au classement établi par le jury, ce que paraissent confirmer les mots « avant tout élément d'appréciation » à l'article 61, alinéa 2.

La cohérence de l'ensemble de ces dispositions sera rétablie.

Article 62

1. La version française de l'alinéa 1^{er} renvoie aux articles 60 et 61 du projet, alors que la version néerlandaise renvoie aux articles 58 et 59. Cette dernière version doit être corrigée.

Dans cette même version néerlandaise, le mot « of » placé en fin d'alinéa sera omis.

2. À l'alinéa 3, il y a lieu de préciser les formes dans lesquelles l'agent lésé peut introduire sa réclamation (par recommandé par exemple).

Article 73

À l'alinéa 2, après les mots « de ce rapport final », il convient d'ajouter les mots « et des observations éventuelles du stagiaire ».

Article 86

1. L'alinéa 3 dispose qu'« aucun agent ne peut effectuer une évaluation sans avoir suivi au préalable une formation appropriée ».

Cette disposition n'apporte aucune précision sur le contenu d'une telle formation et doit être complétée sur ce point ¹⁶.

¹⁶ Voir en ce sens l'avis du Conseil d'État 32.861/4 donné le 25 mars 2002 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale' (auquel il est renvoyé dans l'avis 54.917/2 donné le 5 mars 2014 sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région Bruxelles-Capitale').

2. Il conviendrait de compléter l'article 86 par une disposition précisant qu'un agent qui a fait l'objet d'un rapport d'évaluation avec la mention « à améliorer » ou « insatisfaisant » ne peut pas lui-même être désigné comme évaluateur.

Article 87

1. Ainsi que l'admet le délégué du Ministre,
« tous les documents du dossier d'évaluation doivent bien entendu être dans la langue de l'agent pour être conformes à la réglementation et jurisprudence en matière linguistique ».

Au 4°, les mots « dans la langue de l'agent », qui rappellent inutilement la législation linguistique en vigueur, sans que la Région soit en outre compétente pour ce faire, seront omis.

2. Il y a lieu de placer le mot « en » entre les mots « et » et « reçoit ».

Article 92

L'alinéa 2 dispose que

« [l]e supérieur hiérarchique direct [...] doit signaler le plus rapidement possible au supérieur hiérarchique habilité les éléments d'appréciation qu'il a constatés afin qu'ils soient ajoutés au dossier ».

Cependant, les dispositions du projet relatives à l'évaluation n'empêchent pas l'hypothèse où le supérieur hiérarchique direct est également le supérieur hiérarchique habilité pour évaluer l'agent.

Afin de viser cette hypothèse, à l'article 92, alinéa 2, du projet, les mots « S'il n'est pas le supérieur habilité pour évaluer l'agent en vertu de l'article 86, » seront placés avant les mots « [l]e supérieur hiérarchique direct ».

Article 93

Afin d'assurer la concordance avec la version néerlandaise du texte, dans la version française de l'article 93 du projet, la dernière phrase fera l'objet d'un alinéa distinct.

Article 95

Au paragraphe 1^{er}, il est à noter que, mis à part pour la première évaluation, aucune période d'évaluation minimale ou maximale n'est prévue lorsque l'agent évalué a fait l'objet d'une mention « très bien » ou « bien ». Cela peut avoir pour conséquence qu'un agent qui

s'est vu attribuer l'une de ces deux mentions pourrait ne plus être évalué pendant plusieurs années.

Il convient de prévoir également une période d'évaluation minimale et maximale des agents évalués ayant reçu la mention « très bien » ou « bien ».

Article 101

De l'accord du délégué du Ministre, l'article 101 du projet sera rédigé comme suit :

« Art. 101. La mutation est le passage d'un agent dans son grade au sein du service opérationnel dans un autre groupe.

La mutation peut porter sur :

- la désignation dans un autre groupement opérationnel. Par groupement, on entend l'ensemble des groupes ou membres du personnel opérationnel qui sont attachés à un poste, à l'état-major ou au dispatching ;
- la désignation dans une autre compagnie. Par compagnie, on entend l'ensemble des groupes ou membres du personnel opérationnel qui sont de garde simultanément ;
- ou le changement de l'activité ».

Il est toutefois permis de se demander si le changement de l'activité correspond en tant que tel à un passage dans un autre groupe tel que prévu à l'alinéa 1^{er}.

Article 102

Dans la version française, le mot « le » sera omis.

Article 106

Dans la version française de l'alinéa 2, deuxième tiret, les mots « , la préférence est donnée » seront remplacés par les mots « , de manière à ce que la préférence soit donnée ».

Article 108

La version française de l'alinéa 2 ne prévoit pas que le conseiller en prévention est membre de la commission de réaffectation, alors que la version néerlandaise le prévoit.

Il convient de coordonner les deux versions sur ce point.

Article 115

À l'article 115, alinéa 1^{er}, du projet, le mot « système » sera remplacé par le mot « régime », dès lors que l'article 114 prévoit deux « régimes » de réaffectation volontaire.

Article 130

Il doit être précisé que l'officier de rang A1 désigné maître de stage doit être un supérieur hiérarchique du stagiaire ou, à tout le moins, être actif dans le service où ce dernier accomplira son stage.

Article 133

Au paragraphe 1^{er} :

– les mots « à l'initiative » seront insérés entre les mots « À la demande du stagiaire ou » et les mots « du maître de stage » ;

– il y a lieu d'écrire, dans la version française, « est établi ».

Article 144

Il y a lieu d'ajouter les mots « opérationnel d'une zone de secours » entre le mot « personnel » et les mots « dans un emploi ».

Article 150

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'article 150 fait écho à l'article 107 du statut fédéral, disposition figurant à l'article 306, § 1^{er}, cinquième tiret, de celui-ci comme constituant un principe général applicable au SIAMU, et sur le fait que cet article 107 a été abrogé par un arrêté royal du 9 mai 2016.

Il appartient à l'auteur du projet de se déterminer en conséquence quant au maintien ou non de l'article 150 dans le projet.

Article 159

1. Au paragraphe 3, il y a lieu d'écrire « prévu par l'article 227 ».
2. Dans l'avis 34.355/2 donné le 3 février 2003 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 avril 2003 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et

pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale', le Conseil d'État a formulé l'observation suivante ¹⁷, qui conserve sa pertinence :

« Eu égard à la gravité des effets attachés à l'absence de comparution devant le service de contrôle médical, il convient que les modalités de convocation de l'agent soient prévues, en ce comprise l'information de ce dernier quant aux conséquences d'un défaut de réponse à une telle convocation ».

Article 169

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il y a lieu d'écrire « pour les cas visés ».

Article 177

À l'alinéa 1^{er} de la version française, il y a lieu d'écrire « les jours de congé de vacances non utilisés ».

Article 178

Aux cinq premiers tirets de l'alinéa 1^{er}, 2^o, le mot « défini » sera écrit « définis » et au sixième tiret, le mot « visé » s'écrit « visés ».

Par ailleurs, les tirets seront remplacés par des lettres en minuscules ¹⁸.

Article 189

Il n'est pas précisé si le congé octroyé à un agent pour accueillir un enfant en vue de sa tutelle officielle ou à la suite d'une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil, prévu par l'article 189, peut être ou non fractionné.

S'il ne peut pas être fractionné, il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier cette différence de traitement. Cette justification ne peut pas résider en la durée limitée de ce congé. En effet, il peut être de six semaines ¹⁹, soit la durée du congé pour l'adoption d'un enfant de moins de douze ans (article 188 du projet).

¹⁷ Cette observation a également été reproduite dans l'avis 54.917/2 du 5 mars 2014, précité.

¹⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 58.

¹⁹ Voir douze semaines si l'enfant accueilli est dans la situation envisagée par l'article 189, alinéa 3.

Articles 191 à 198

Il n'y a pas lieu de reproduire les dispositions de la loi du 16 mars 1971 'sur le travail', qui s'appliquent d'office à la Région de Bruxelles-Capitale comme à tous les employeurs.

Les dispositions à l'examen seront revues en conséquence.

Article 201

L'article 201 du projet règle la question des mesures prophylactiques à prendre en cas de maladie contagieuse de l'agent ou de son conjoint, de la personne avec qui il vit en couple ou d'un membre de sa famille habitant sous le même toit.

Il y est prévu que le médecin de l'agent doit, à la demande de ce dernier, prendre contact avec « le médecin-chef du centre médical du service de contrôle médical du Service de Santé administratif dont relève l'agent ».

Si, pour les mesures prophylactiques, l'intention de l'auteur du projet consiste à faire appel aux services de Medex²⁰, il y a lieu de prévoir que le contact doit être pris avec « l'Administration de l'expertise médicale »²¹.

Articles 211 et 214

Aux articles 211, § 2, 5°, et 214, § 2, 1°, dans un souci de sécurité juridique, il s'indiquerait de préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par « pays en voie de développement », par exemple par une référence à la liste des « pays en développement » établie par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE)²².

Article 214

Au paragraphe 1^{er}, l'auteur du projet fait référence à des « autorisations ultérieures ». Il fait également référence à des autorisations ultérieures à l'article 215, alinéa 1^{er}, et précise à l'alinéa 2 de cette disposition :

« Pour l'application de l'alinéa premier du présent article, est considéré comme autorisation ultérieure, celle qui couvre toute période ultérieure d'une mission au service

²⁰ Aux termes de l'article 227 du projet, le service chargé du contrôle des absences pour maladie doit faire l'objet d'une désignation par le ministre.

²¹ Voir l'avis 54.917/2 donné le 5 mars 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région Bruxelles-Capitale', observation sous l'article 220.

²² Voir en ce sens, par exemple, l'article 2, 3°, de la loi du 19 mars 2013 'relative à la coopération au développement'.

du même Gouvernement, de la même administration publique ou du même organisme, pour autant que la période considérée ne soit pas séparée par plus de six mois de celle qui la précède ».

Le Conseil d'État se demande s'il n'y a pas lieu d'apporter la même précision à l'article 214, § 1^{er}.

Article 222

De l'accord du délégué du Ministre, au paragraphe 2, il y a lieu de renvoyer à l'article 220.

Article 228

Au paragraphe 2, les mots « pour les matières visées à l'article 232 » seront remplacés par les mots « pour les matières visées au paragraphe 1^{er} ».

Articles 231 et 232

Les articles 231, § 2, alinéa 1^{er}, et 232, § 2, alinéa 1^{er}, comportent des renvois à l'article 226 qui ne sont pas corrects.

Il y a lieu de corriger ces renvois.

Article 260

Il convient d'écrire les nombres en lettres ²³.

Article 275

Même si l'article 274 du projet précise que, « [l]orsque la personne poursuivie est un mandataire opérationnel, le ministre fonctionnellement compétent est l'autorité disciplinaire », on ne distingue pas concrètement, dans l'hypothèse de l'article 275, alinéa 1^{er}, qui peut établir un rapport d'information lorsque c'est l'officier chef de service qui commet une transgression disciplinaire.

²³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 6.2.

Article 277

L'alinéa 3 permet à l'autorité disciplinaire d'apprécier l'opportunité de suspendre ou non la procédure disciplinaire en fonction des éléments dont elle dispose lorsqu'une action pénale est intentée.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur la nécessité que la mise en œuvre concrète de cette possibilité demeure compatible avec la présomption d'innocence garantie notamment par l'article 6, § 2, de la Convention européenne des droits de l'homme²⁴.

Articles 285 et 286

Le déroulement des différentes étapes de la procédure envisagée à l'article 285 n'apparaît pas clairement.

En premier lieu, le délai de nonante jours prévu au paragraphe 3 s'articule malaisément avec les possibilités de suspension prévues par l'article 277. Cette articulation doit mieux apparaître du texte.

Ensuite, plutôt que d'écrire que « [s]i le GRH opérationnel n'a pas statué dans un délai de nonante jours suivant la notification du rapport introductif, il est censé avoir renoncé aux poursuites », mieux vaut écrire qu'en ce cas aucune sanction disciplinaire ne peut être prononcée.

La deuxième phrase de l'article 286 semble prévoir deux décisions de révocation et de démission, la première résultant de la proposition de sanction faite en ce sens par le GRH opérationnel n'ayant pas fait l'objet d'un recours et devenant donc définitive en vertu de la première phrase du même article 286, l'autre résultant de la « suite à donner » dont l'autorité investie du pouvoir de nomination est chargée sur la base de la deuxième phrase de cette disposition.

En conclusion, le texte sera revu afin de mieux préciser les étapes de la procédure et les compétences respectives des autorités désignées.

Article 287

Il y a lieu d'écrire « en matière disciplinaire ».

Article 288

Dans la version française de l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire « par l'agent poursuivi ».

²⁴ Voir Cass., 29 juin 2007, n° D.06.0012.N/I, C.E., 2 avril 2012, Naniot, n° 218.802, Cour eur. D.H., Tripon c. Roumanie, 7 février 2012, req. n° 27062/04. En ce sens, voir l'avis 59.265/4 donné le 6 juin 2016 sur un projet devenu l'arrêté royal du 3 août 2016 'portant modification de diverses dispositions en matière disciplinaire relatives aux agents de l'État', observation n° 2 formulée sur l'article 5.

Article 291

Il convient de prévoir, dans l'énumération de l'alinéa 1^{er}, la durée de la période après laquelle la peine disciplinaire du blâme, visée à l'article 263, 2°, du projet, est radiée automatiquement.

Article 293

Compte tenu de l'article 295, qui correspond à l'article 23 du statut fédéral, il y a lieu d'omettre l'alinéa 3, aux termes duquel l'agent qui ne respecte pas ces incompatibilités s'expose à une action disciplinaire.

Article 294

Dès lors que l'alinéa 1^{er} ne prévoit aucune incompatibilité entre les fonctions de membre du SIAMU et celles de membre volontaire d'un service public d'incendie dans une autre zone de secours (à l'exception toutefois de ce que prévoit le 3° en ce qui concerne le commandant), auprès de la Croix-Rouge ou d'un organisme similaire, les alinéas 2 à 4 paraissent dépourvus de sens.

La disposition sera revue.

Si l'alinéa 3 est maintenu, il y a lieu d'en harmoniser les deux versions linguistiques.

Article 295

Il y a lieu de concilier l'article 293, alinéa 3, du projet, qui prévoit que « [l']agent qui ne respecte pas cette disposition, s'expose à une action disciplinaire », sans préciser quelle sanction sera prise, et l'article 295, alinéa 2, qui précise que l'agent dans une situation d'incompatibilité qui ne donne pas suite à l'injonction d'y mettre fin dans un délai de six mois fera l'objet de la sanction disciplinaire de la démission d'office.

LIVRE II – DU STATUT PÉCUNIAIRE

Dans la mesure où certaines dispositions fixent les échelles de traitement du personnel opérationnel du SIAMU, elles sont dépourvues de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.

Elles n'ont en conséquence pas été examinées ²⁵.

²⁵ Voir en ce sens, l'avis du Conseil d'État n° 54.917/2 donné le 5 mars 2014 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du ministère de la Région Bruxelles-Capitale'.

Article 318

Au paragraphe 1^{er}, il y a lieu d'assurer la concordance entre les deux versions linguistiques du tableau qui y figure, le grade de capitaine bénéficiant de quatre échelles de traitement dans la version française alors qu'il n'en dispose que de trois dans la version néerlandaise.

Article 319

Les mots « livre 1^{er}, » seront insérés entre les mots « sur la base du » et les mots « titre X ».

Cette observation vaut pour l'ensemble du livre II, titre 1^{er}, et pour l'article 436 du projet.

Article 324

L'alinéa 2 prévoit qu'un sergent bénéficie de l'échelle de traitement C152 après une ancienneté de grade de 12 ans, alors que le tableau de l'article 318, § 1^{er}, ne mentionne pas cette échelle de traitement C152.

Il y a lieu, soit d'omettre cet alinéa, soit d'adapter le tableau de manière à le rendre conforme à l'article 324, alinéa 2, du projet.

Article 326

Dans la version néerlandaise de l'alinéa 2, le signe et le chiffre « [2 » seront omis.

Articles 343 et 362

Il conviendrait de mieux distinguer les notions d'heures supplémentaires qui résultent d'un « rappel pour un travail urgent », prévu par l'article 343 au sein de la section II « De l'allocation pour heures supplémentaires », de la notion d'« allocation de rappel pour travail urgent », prévue par une section séparée, la section IV, et pour laquelle il est en outre confirmé par l'article 362, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, que « [c]ette allocation est indépendante de la rétribution des heures supplémentaires ».

Article 344

À l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire « à l'alinéa 1^{er} ».

Article 355

Il n'y a pas lieu de prévoir, à l'article 355 du projet, la manière dont l'allocation forfaitaire de garde est payée dès lors que l'article 342 le prévoit déjà.

L'article 355 sera omis.

Article 358

De l'accord du délégué du Ministre, à l'article 358 du projet, il y a lieu d'écrire, en fin de phrase, « prévues à l'article 260 ».

Article 365

1. L'intitulé de la section VI étant dépourvu de portée normative, il convient de définir, à l'article 365, la prestation donnant droit à l'allocation qui y est prévue.

Cette observation vaut également pour l'article 368.

2. De l'accord du délégué du Ministre, il n'y a pas lieu de réserver l'allocation pour missions de surveillance aux seuls agents des niveaux D et C.

Par conséquent, l'alinéa 3 sera omis.

Article 368

1. Dans la version française de l'alinéa 1^{er}, les mots « par prestation, de base de 195 euros » seront remplacés par les mots « de 195 euros par prestation, ».

2. Dans la version néerlandaise, les premiers mots « per prestatie » seront omis.

3. Il y a lieu de préciser quelle est la prestation faisant l'objet de l'allocation prévue par l'alinéa 2.

Article 370

Invité à justifier pourquoi l'article 370 du projet prévoit que l'allocation prévue à l'article 368 n'est pas octroyée aux officiers, le délégué a indiqué ce qui suit :

« Pour les équipes RISC, les fonctions opérationnelles pendant la garde sont assurées jusqu'au grade d'adjudant, et plus à partir du grade officier ».

Cette réponse est incomplète dès lors que l'allocation visée à l'article 368 concerne également l'équipe « HAZMAT », dont on ne sait si les fonctions opérationnelles sont exercées ou non par des officiers.

Article 371

1. De l'accord du délégué du Ministre, à l'alinéa 1^{er}, les mots « du cadre officier » seront remplacés par les mots « du cadre supérieur ».
2. Il y a lieu également de préciser que les fonctions donnant lieu à l'allocation sont celles qui ont un caractère de « prestation administrative », ainsi qu'il résulte de l'intitulé de la section VIII.
3. Plus fondamentalement, le texte doit être rédigé, comme les autres dispositions relatives à l'octroi d'allocations, comme conférant un droit à l'allocation prévue à l'article 371 et non comme permettant seulement au ministre de l'octroyer.

Article 377

Il convient d'écrire « à l'article 34 du statut général » plutôt qu'« à l'article 29 du statut général ».

Article 380

On suppose que c'est en toute hypothèse que le Gouvernement peut désigner un bureau externe pour assister la commission de sélection dans ses activités et non pas uniquement lorsqu'il définit une ou plusieurs épreuves à effectuer lors de l'entretien de sélection.

Pour éviter toute équivoque, mieux vaut faire de l'alinéa 2 un article distinct.

Article 382

Les paragraphes 2, 1^o et 2^o, et 3, 2^o et 3^o, seraient plus clairement rédigés si les mots « ou, à défaut, » étaient chaque fois insérés avant les mots « un commandant de zone de catégorie 3 ».

Une observation analogue vaut pour l'article 403, § 1^{er}, 1^o et 2^o.

Article 383

Au paragraphe 1^{er}, 2^o, la question se pose de savoir si le membre a droit à l'allocation qui fait l'objet de cette disposition, même s'il est fonctionnaire à la Région de Bruxelles-Capitale ou dans une autre administration.

Si tel n'est pas le cas, le texte sera précisé en ce sens.

Article 386

L'obligation de motivation formelle, prévue à l'alinéa 2, résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Cette obligation ne doit, dès lors, pas être répétée dans le projet examiné.

Articles 388 et 391

Aux articles 388 et 391, les tirets seront remplacés par une énumération.

Article 414

Il résulte de la combinaison des deux phrases composant le paragraphe 2, alinéa 2, que le Gouvernement pourrait renouveler le mandat de celui qui aurait bénéficié de la mention « satisfaisant » à l'issue de sa deuxième évaluation, alors même que, tel que le texte est rédigé, il n'aurait pas porté d'appréciation sur le plan de gestion et qu'en vertu des articles 381, § 3, alinéa 1^{er}, 2^o, et 388, alinéa 1^{er}, troisième tiret (lire : 3^o), « l'adéquation du plan de gestion avec les objectifs visés à l'article 376 » constitue l'un des critères de la sélection des mandataires.

Cette lacune sera comblée.

Article 416

1. L'alinéa 2, première phrase, prévoit que le mandataire qui introduit un recours à l'encontre d'une évaluation peut, à sa demande, être entendu.

Il va de soi que cette audition doit, conformément aux exigences de bonne administration, pouvoir s'exercer dans des conditions qui permettent à l'agent de faire valoir en pleine connaissance de cause son point de vue, ce qui implique qu'il puisse notamment avoir accès aux pièces du dossier avant son audition.

2. Il n'est pas admissible d'envisager, comme à l'alinéa 4, qu'en cas d'absence de décision du Gouvernement dans le délai assigné pour statuer sur le recours dirigé contre une mention de l'évaluation, ce soit la mention « à améliorer » qui est censée avoir été attribuée alors qu'il ne peut être exclu que le mandataire puisse faire valoir des titres pour obtenir la mention « satisfaisant ».

Article 421

Le paragraphe 2, qui fait double emploi avec le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, doit être omis.

Article 422

Le Conseil d'État s'interroge sur la portée de l'article 422, qui, à défaut de justification, doit être omis.

Article 430

Il résulte de l'article 14, § 2, de l'accord de coopération, que « [l]e ministre bruxellois détermine les modalités et le contenu de [l'épreuve de promotion visée à l'article 57 du statut fédéral] aussi longtemps que le ministre de l'Intérieur n'a pas fixé lui-même le contenu des épreuves de promotion du statut fédéral ».

Il n'est donc pas admissible de prévoir que cette épreuve est « réputée réussie et les candidats *ex-aequo* tant que le ministre fonctionnellement compétent n'a pas déterminé le contenu et les modalités de ces épreuves ».

L'article 430 sera omis.

Article 431

Il y a lieu d'omettre les mots « du présent arrêté »²⁶.

Articles 432 et 433

Aux articles 432 et 433, il est chaque fois pris comme référence la date du 27 juin 2002, qui correspond à la date de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du SIAMU'. Or, dès lors que cet arrêté est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002, de l'accord du délégué du Ministre, c'est cette dernière date qui doit être mentionnée.

Article 434

De l'accord du délégué du Ministre, aux alinéas 1^{er} et 2, il y a lieu d'écrire chaque fois « la date du 3 octobre 2006 ».

Article 443

L'auteur du projet doit être en mesure de justifier la dispense de la condition consistant à disposer d'un diplôme donnant accès aux emplois de niveau A dans la fonction publique à l'occasion de la première procédure d'attribution des mandats de rang A4 ressortissant

²⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvstconsetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 72.

au cadre opérationnel, et ce d'autant plus que cette disposition n'a pas le caractère d'une disposition transitoire.

Article 446

L'alinéa 3 de l'article 446 du projet, relatif à l'exécutoire, fera l'objet d'un article distinct des alinéas 1^{er} et 2.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 16, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord 'tot uitvoering van artikel 306, § 2, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 'betreffende het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones' bepaalt dat “[d]e minister van Binnenlandse Zaken wordt betrokken bij het ontwerpen of het wijzigen van het Brussels statuut voor zover het ontwerp uitvoering geeft aan het akkoord.”

Alleen het afschrift van de brief van 1 juni 2017 die daartoe aan de minister van Binnenlandse Zaken gericht is, is evenwel aan de afdeling Wetgeving bezorgd.

De adviesaanvrager moet er bijgevolg op toezien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld wordt en dat dit in aanhef van het ontworpen besluit wordt vermeld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1. Zoals de afdeling Wetgeving reeds meermaals opgemerkt heeft, onder meer in haar advies 41.963/2 naar aanleiding van het voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’,¹ is de aangelegenheid van de civiele bescherming in ruime zin een restbevoegdheid van de federale overheid. Dit betekent derhalve dat, wanneer het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de uitoefening van bevoegdheden van de Brusselse agglomeratie – *in casu* de bevoegdheden inzake de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp – met toepassing van artikel 5 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ opdraagt aan een instelling van openbaar nut en het statuut van het personeel van die instelling vaststelt, het dat moet doen met inachtneming van de federale regels inzake civiele bescherming, en dat de federale staat van zijn kant rekening moet houden met de bijzonderheden die voortvloeien uit het feit dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, met toepassing van dat artikel 5, toevertrouwd heeft aan een instelling van openbaar nut, te weten de DBDMH.

¹ *Parl.St.* Kamer 2006-07, nr. 51-2928/1, 113 tot 120.

In advies 41.963/2 is de federale wetgever verzocht om een keuze te maken:

“Ofwel opteert hij ervoor rekening te houden met de bijzondere kenmerken van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, maar dan dient hij, eveneens voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, algemene bepalingen vast te stellen die dat gewest de kans bieden deze aan te passen aan de specificiteit van zijn dienst en zijn personeel. In dat opzicht dient de steller van het voorontwerp zich ervan te vergewissen dat het bij artikel 15 van het voorontwerp omschreven minimumkader de federale Staat in de mogelijkheid stelt zijn bevoegdheid inzake civiele bescherming (in ruime zin) ten volle uit te oefenen en een minimum aan eenvormigheid terzake te bewaren. Het staat bovendien aan de steller van het voorontwerp om zich te vergewissen van het logisch verband van de bepalingen van het voorontwerp met het aldus ingenomen standpunt.²

Ofwel beschouwt de steller van het voorontwerp van wet, door de Koning de taak op te dragen het administratief statuut en de bezoldigingsregeling vast te stellen van de personeelsleden van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, deze dienst als een hulpdienst zoals de overige. In dat geval dient een samenwerkingsakkoord te worden gesloten met inachtneming van de aan de federale overheid en aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegewezen bevoegdheden.”

Artikel 106 van de wet van 15 mei 2007 machtigt de Koning om inzonderheid “het administratief en geldelijk statuut van het operationeel personeel van de zones, hierbij inbegrepen de opleiding” vast te stellen. Krachtens artikel 17, § 1, 7°, van dezelfde wet, is dat artikel 106 niet van toepassing op het orgaan, dat werd ingericht door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met toepassing van artikel 5 van de bijzondere wet van 12 januari 1989, “behalve voor wat betreft de algemene principes van het administratief (...) statuut van toepassing op het operationeel personeel bedoeld in dit artikel.”

1.2. Ingevolge die wetsbepalingen bevat boek 15 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’³ (hierna: “het federale statuut”) met als opschrift “Bepalingen tot vaststelling van de algemene beginselen van toepassing op de operationele personeelsleden van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp” twee bepalingen:

“Art. 306. § 1. Overeenkomstig artikel 17, § 1, 7°, van de wet van 15 mei 2007, vormen de volgende bepalingen van dit statuut de algemene beginselen van toepassing op de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp:

Boek 1: de artikelen 1 en 7;

Boek 2: de artikelen 14 en 18 tot 20;

Boek 3: de artikelen 21 tot 26, 32 en 33;

² Voetnoot 28 van het geciteerde advies: Het is niet logisch, en overigens ook niet aanvaardbaar, hiervoor te opteren, terwijl aan de Koning de taak wordt opgedragen om het statuut van de personeelsleden van deze dienst vast te stellen, welke taak immers valt onder de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Vergelijk met de huidige situatie waarin het statuut wordt vastgesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met inachtneming, enerzijds, van de artikelen 9 en 13 van de voormelde wet van 31 december 1963 en, anderzijds, de algemene beginselen vastgelegd bij het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000.

³ Over het ontwerp dat geleid heeft tot dit koninklijk besluit van 19 april 2014, heeft de Raad van State op 6 februari 2014 advies 55.165/2 verstrekt. In dat advies brengt de Raad van State in het kort in herinnering wat daaromtrent in advies 41.963/2 vermeld is (algemene opmerking 1, *Belgisch Staatsblad*, 1 oktober 2014, 77485).

Boek 5, titel 2: de artikelen 67 tot 71, 75, 76, 77, eerste en derde lid, 78 tot 86;
Boek 5, titel 3: de artikelen 89, 90, 91, eerste lid, 92 tot 98, 99, eerste en derde lid,
100 tot 107, 108, eerste lid, en 109;
Boek 5, titel 4: de artikelen 110 tot 114;
Boek 6: het volledige boek;
Boek 15: het volledige boek;
Boek 17: het volledige boek.

§ 2. De inhoud van de artikelen 5, 87, 88 en 308 van dit statuut, evenals deze van de boeken 4 en 5, titel 1, maken het voorwerp uit van een samenwerkingsakkoord tussen de federale staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 3. De artikelen 15 en 280 tot 290 van dit statuut zijn toepasselijk op de Brusselse Hoofdstedelijke dienst voor brandbestrijding en dringende medische hulpverlening.

Art. 307. Voor de toepassing van de bepalingen, vermeld in artikel 306, worden de aan de commandant, aan de raad, aan het college of aan de voorzitter toegekende bevoegdheden uitgeoefend door de bevoegde organen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.”

In het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan dat koninklijk besluit, is bij de artikelen 306 en 307 de volgende toelichting verstrekt:

“Artikel 306

Artikel 306 regelt de kwestie van de toepassing van de tekst op de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (DBDMH) door zich tot taak te stellen om te antwoorden op een algemene opmerking van de Raad van State in haar advies 55.165/2 van 6 februari 2014.

De Raad van State merkt immers op dat de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, krachtens de artikelen 5 en 56 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, de bevoegdheid bezit om de DBDMH te organiseren en om het statuut van het personeel ervan te bepalen.

De Raad van State herinnert eveneens aan de bevoegdheid inzake organisatie van de brandweerdiensten en inzake het beleid betreffende deze brandweerdiensten dat aan de federale overheid toegekend werd door artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 1°, vierde gedachtestreep, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Gelet op deze twee bevoegdheidsniveaus, herinnert de Raad van State eraan dat hij, om een einde te stellen aan de juridische onzekerheid die de materie kenmerkt, twee oplossingen heeft voorgesteld: enerzijds kan de federale overheid ‘rekening houden met de bijzonderheden van de brandweerdienst die georganiseerd wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest door algemene bepalingen vast te leggen die het dit gewest mogelijk maken om deze aan te passen aan de specificiteiten van zijn personeel’, anderzijds kunnen de federale overheid en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eensgezind optreden door samenwerkingsakkoorden op dit gebied af te sluiten.

Bijgevolg weerspiegelt artikel 306 deze twee oplossingen voorgesteld door de Raad van State. De eerste paragraaf somt een reeks bepalingen op die van toepassing zijn op de DBDMH en die voor deze dienst algemene principes vormen; in dit geval dient het Brussels Hoofdstedelijk Gewest deze aan te vullen, toe te passen of aan te passen door middel van de bevoegdheid die het bezit inzake het statuut dat van toepassing is op het personeel van de instellingen voor openbaar nut die het heeft gecreëerd (zie de artikelen 5 en 56 van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989).

De tweede paragraaf van artikel 306 past de tweede oplossing voorgesteld door de Raad van State toe en bepaalt nauwkeurig de aangelegenheden die het voorwerp moeten uitmaken van een samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Paragraaf 3 van artikel 306 beperkt zich tot het toepasselijk maken van de maatregelen getroffen door de federale overheid voornamelijk uit hoofde van haar bevoegdheid inzake welzijn op het werk en inzake de risico's inherent aan het werk. Bijgevolg worden de verschillende boeken, titels en aangelegenheden die niet door één van de drie paragrafen van artikel 306 bedoeld worden, geregeld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op grond van de autonomie die zij bezit krachtens de artikelen 5 en 56 van de voormelde wet van 12 januari 1989.

Artikel 306 (lees: 307) preciseert dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dient te bepalen welke van de organen ervan of van de organen van de DBDMH de rollen moeten vervullen die de ontwerptekst aan instellingen zoals de commandant, de raad of het college toebedeeld heeft.

Het zijn voornamelijk de taalverplichtingen opgelegd door de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken die aan de basis liggen van de verdeling van de materies in de eerste of in de tweede paragraaf van artikel 306. De DBDMH is immers de enige tweetalige brandweerdienst van het land en is daardoor onderworpen aan de verplichtingen inzake taalkundige verdeling vastgelegd door de taalkaders. Zoals men weet, moeten bovendien de percentages uit de taalkaders gerespecteerd worden binnen elke graad van de hiërarchie, met dien verstande dat een ander besluit dan datgene dat de taalkaders vastlegt, de graden van de personeelsleden die eenzelfde hiërarchische graad vormen, bepaalt. Bijgevolg werd beslist, omwille van deze bijzonderheid, dat de belangrijkste bepalingen van dit statuut, die de verschillende graden van dit statuut in gevaar brengen, het voorwerp zouden zijn van een samenwerkingsakkoord: artikel 5 (vaststelling van de verschillende graden van het basiskader, het middenkader en het hoger kader), de artikelen 87 en 88 (mobiliteitsvoorwaarden), artikel 308 (overgangsrecht van de graden) en de eerste titel van boek 5 (bevorderingssysteem door verhoging in graad). Het is immers te verkiezen dat voornoemde bepalingen het voorwerp zijn van een samenwerkingsakkoord, zodat hun toepassing in overeenstemming met de taalwetgeving verzekerd kan worden.

Bovendien werd ook beslist dat boek 4 het voorwerp zal uitmaken van een samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest: de zeer gedetailleerde bepalingen zouden niet gelijkgesteld kunnen worden met algemene principes – hun 'directe toepassing' zou de autonomie die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter zake heeft, tot nul herleiden. Omgekeerd zorgen de meeste formuleringen van de bepalingen opgesomd in de eerste paragraaf van artikel 306 ervoor dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ten opzichte van deze bepalingen speelruimte heeft bij de toepassing en aanpassing aan de DBDMH ervan.”⁴

1.3. Uit wat voorgaat volgt dat de bepalingen bedoeld in artikel 306, § 1, van het koninklijk besluit van 19 april 2014, “algemene principes” zijn waaraan het statuut dat het voorwerp van het voorliggende ontwerp is, moet voldoen, maar die bij het statuut aangevuld of aangepast mogen worden om rekening te houden met de specificiteit van de DBDMH.

⁴ *Belgisch Staatsblad*, 1 oktober 2014, 77482.

1.4. Het onderzoek van het ontwerp doet moeilijkheden rijzen ten aanzien van de inachtneming van die algemene principes, in het bijzonder wegens het gebrek aan uniformiteit bij de werkwijze die gevolgd wordt om die principes te verwerken in het statuut van de leden van het operationeel personeel van de DBDMH.

1° Verscheidene bepalingen van het ontwerp beperken zich immers tot het overnemen van de bepalingen die in artikel 306, § 1, opgesomd zijn en die overeenstemmen met de gevallen waarin de specificiteit van de DBDMH geen aanpassing van die regels vereist. Om de herkomst van de bepalingen in kwestie nader te belichten, zou het beter zijn ze te laten voorafgaan door de woorden “Overeenkomstig de artikelen (overeenstemmend artikel) en 306, § 1, van het federale statuut.”.

Dat is het geval met de artikelen 299 (artikel 18 van het federale statuut), 295 (artikel 23 van het federale statuut), 121 (artikel 67, eerste lid, van het federale statuut), 119 (artikel 67, tweede lid, van het federale statuut), 125, derde lid (artikel 71, derde lid, van het federale statuut), 132, eerste lid (artikel 76 van het federale statuut), 137 *juncto* 30, eerst en vijfde lid (artikel 77, eerste en derde lid, van het federale statuut), 135, eerste lid (artikel 78 van het federale statuut), 134 (artikel 80 van het federale statuut), 149 (artikel 89 van het federale statuut), 151 (artikel 108, eerste lid, van het federale statuut), 110 (artikel 113 van het federale statuut) en 112 (artikel 114 van het federale statuut) van het ontwerp.

2° Andere bepalingen beperken zich daarentegen niet tot het overnemen van de bepalingen van het federale statuut, maar voegen er aanvullende of enigszins gewijzigde maatregelen aan toe. Die bepalingen zijn aanvaardbaar in zoverre de steller van het ontwerp kan aantonen dat die aanpassingen nodig zijn wegens de specificiteit van de DBDMH en geen afbreuk doen aan de essentie van die bepalingen. In die bepalingen zou best ook worden verwezen naar de overeenstemmende bepaling in het federale statuut en naar artikel 306, § 1, ervan.

Dat is het geval met de artikelen 294 (artikel 22 van het federale statuut), 296 (artikel 25 van het federale statuut), 122 (artikel 68 van het federale statuut), 125, tweede lid (artikel 71, tweede lid, van het federale statuut), 130 (artikel 75 van het federale statuut), 136 (artikel 79 van het federale statuut), 135, tweede lid (artikel 81 van het federale statuut), 137 tot 141 (artikelen 82 en 83 van het federale statuut), 144 en 145 (artikelen 84 et 85 van het federale statuut), 152 (artikelen 109, eerste lid, van het federale statuut) en 109 (artikel 112 van het federale statuut) van het ontwerp.

3° Andere bepalingen van het ontwerp hebben hetzelfde voorwerp als bepalingen van het federale statuut die opgesomd zijn in artikel 306, § 1, maar geven ze niet naar behoren weer of wijken er zelfs fundamenteel van af zonder dat de redenen die verband houden met de specificiteit van de DBDMH op het eerste gezicht duidelijk zijn. Die bepalingen moeten worden herzien.

Dat is het geval met de artikelen 301 (artikel 19 van het federale statuut), 302 (artikel 20 van het federale statuut), 293 (artikel 21 van het federale statuut), 312 (artikel 32 van het federale statuut), 313 (artikel 33 van het federale statuut), 123 (artikel 69 van het federale statuut), 124 (artikel 70 van het federale statuut),⁵ 125, eerste lid (artikel 71, eerste lid, van het federale statuut),⁶ 146 (artikel 86 van het federale statuut)⁷ en 107 (artikel 111 van het federale statuut) van het ontwerp.

Dat is ook het geval met de bepalingen van titel X van het ontwerp, die betrekking heeft op de “vorming”. Krachtens artikel 306, § 1, van het federale statuut zijn alle bepalingen van boek 6 van dat statuut, met als opschrift “De vorming”, algemene principes die toepasselijk zijn op de DBDMH. Artikel 259, § 2, van het ontwerp bepaalt weliswaar dat “het vormingsplan ten minste de vereisten van de federale reglementering ter zake bevat”, maar die formulering volstaat niet om de inachtneming van die vereisten te waarborgen, want enerzijds maakt het federale statuut een onderscheid tussen de voortgezette opleiding en de permanente opleiding – welk onderscheid niet in het ontwerp terug te vinden is – en anderzijds stelt het ontwerp minder stringente vereisten voor de opleiding van het hogere kader, terwijl het federale statuut, wat het vereiste minimum aantal uren opleiding betreft, geen onderscheid maakt tussen de kaders.

4° Tot slot worden sommige bepalingen die krachtens artikel 306, § 1, algemene principes zijn, niet in het ontworpen besluit opgenomen en ook de essentie ervan wordt er niet in overgenomen. Doordat de steller van het ontwerp geopteerd heeft voor de andere bepalingen, zorgt het ontbreken van de voornoemde bepalingen ervoor dat het ontwerp van statuut onvolledig is en een bron van onzekerheid vormt wat de toepasselijke regels betreft.

Dat is het geval met de artikelen 1 (*partim*),⁸ 7, 14, 109 (*partim*)⁹ en 334.

1.5. Het ontwerp moet dan ook herzien worden teneinde ervoor te zorgen dat enerzijds de bepalingen van het federale statuut die algemene principes vormen die toepasselijk zijn op de DBDMH, correct weergegeven worden in het ontwerp en, in voorkomend geval, enkel aangepast

⁵ In artikel 124 van het ontwerp wordt geen rekening gehouden met de wijziging die aangebracht is in artikel 70 van het federale statuut bij de koninklijke besluiten van 9 mei 2016 en 8 oktober 2016.

⁶ In artikel 125, eerste lid, van het ontwerp wordt geen rekening gehouden met de wijziging die aangebracht is in artikel 71, eerste lid, van het federale statuut bij het koninklijk besluit van 9 mei 2016.

⁷ In artikel 146, tweede lid, van het ontwerp wordt geen rekening gehouden met de wijziging die aangebracht is in artikel 86, tweede lid, van het federale statuut bij het koninklijk besluit van 9 mei 2016.

⁸ Er is geen reden om in de definities onder dat artikel 1 begrippen te formuleren die niet in het ontwerp gehanteerd worden. Indien ervoor gekozen wordt om federale bepalingen die voor de DBDMH algemene principes zijn, over te nemen, moeten daarin daarentegen ook de definities worden opgenomen die bevorderlijk zijn voor het begrip van de overeenstemmende bepalingen van het voorliggende ontwerp, bijvoorbeeld de definities die vermeld zijn in artikel 1, 14° (“de feestdagen”), 15° (“de werkdag”) en 17° (“diploma van niveau A”) van het federale statuut.

⁹ Dat is ook het geval met de artikelen 89, 90, 91, eerste lid, 92 tot 98, 99, eerste en derde lid, 100 tot 105. Het weglaten van die bepalingen is gerechtvaardigd omdat ze enkel van toepassing zijn op de professionalisering van de vrijwillige personeelsleden van de hulpverleningszones binnen dezelfde zone, een categorie die niet bestaat bij de DBDMH. Artikel 109 van het federale statuut (professionalisering in een andere zone) is echter wel van toepassing op de DBDMH en verwijst in het eerste lid ervan naar de artikelen 92 tot 105 van hetzelfde statuut. Artikel 152 van het ontwerp, dat ertoe strekt dat artikel 109 om te zetten, verwijst op zijn beurt naar de artikelen 127 tot 143 (met betrekking tot de mobiliteitsstage) Daardoor hebben enerzijds de bepalingen van de artikelen 92 tot 94 van het federale statuut - waarnaar artikel 109 van het statuut verwijst - geen equivalent in het ontwerp, en worden anderzijds de bepalingen van het federale statuut die specifiek zijn voor de professionaliseringsstage, niet naar behoren omgezet in het ontwerp, aangezien het zich ertoe beperkt te verwijzen naar de bepalingen inzake de mobiliteitsstage.

worden in zoverre dat nodig is voor de specificiteit van de DBDMH, en dat anderzijds het onderscheid tussen de bepalingen die het gevolg zijn van het overnemen van de algemene principes van het federale statuut en de bepalingen die voortvloeien uit de autonomie van het gewest, beter tot uiting worden gebracht.

2.1. Verscheidene bepalingen van het ontwerp verwijzen naar teksten die nog niet aangenomen zijn.

Zo verwijzen het zesde lid van de aanhef en verscheidene bepalingen naar het “administratief statuut” dat in artikel 1, 9°, van het ontwerp van statuut als volgt gedefinieerd is: “het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van XX XX 2017 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.” Die tekst bestaat enkel in ontwerpvorm.

In artikel 8, § 3, van het ontwerp, wordt ook verwezen naar “het besluit van [XXX]” en naar “het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van [XXX] tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”.

Het probleem is dat de bepalingen van het ontworpen besluit die naar die besluiten verwijzen, pas begrijpelijk zijn als die besluiten aangenomen en bijgevolg kenbaar zijn.

Verwijzingen naar een tekst die nog in voorbereiding is, dienen vermeden te worden, aangezien die tekst als zodanig nog niet in de rechtsorde bestaat.¹⁰

2.2. In verband met het “algemeen statuut” zoals het in artikel 1, 9°, van het ontwerp gedefinieerd wordt, heeft de gemachtigde van de minister echter het volgende gepreciseerd:

“Pour être tout à fait précis, l’alinéa 6 du projet renvoie à l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d’intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale (ci-après ‘statut général’). Il est toutefois vrai que le préambule devrait mentionner la date du 27 mars 2014, qui correspond à la date de l’arrêté actuellement en vigueur.

Cette imprécision s’explique parce qu’un nouveau statut général est en cours d’adoption au niveau régional. Étant donné que de nombreuses modifications du projet soumis à avis se basent sur ce projet de statut général, toutes les références au ‘statut général’ sont faites sur base de l’arrêté en cours d’adoption. Toutefois, vu le retard pris dans la procédure d’adoption de ce nouveau statut général, il est fort probable que le projet SIAMU soit adopté en premier. Les références doivent être dès lors corrigées pour correspondre au statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d’intérêt public du 27 mars 2014, statut en vigueur au moment de l’adoption du statut SIAMU.”

Het ontwerp behoort in die zin te worden herzien, waarbij het “algemeen statuut” opgevat dient te worden als het statuut dat vervat is in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de

¹⁰ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 77.*

bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

2.3. Zo ook moet “het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van [XXX] tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (lees: van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest)” opgevat worden als het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘tot bepaling van de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Waar in de ontworpen tekst naar een welbepaald artikel van dat statuut verwezen wordt, dient de vermelding “XX” vervangen te worden door het nummer van het artikel in kwestie.¹¹

2.4. Het “besluit van [XXX]” dat in artikel 8, § 3, van het ontwerp wordt vermeld, wordt, zijnerzijds, in artikel 1, 11°, van het ontwerp gedefinieerd als “het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot bepaling van, voor de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Medische Hulp, de delegaties van bevoegdheden en de ondertekeningsvolmachten aan de directeur-generaal en aan de adjunct-directeur-generaal en de modaliteiten van het advies van de administratieve coördinator in de materies die onder zijn bevoegdheid vallen”.

Over het ontwerp van dat besluit heeft de Raad van State op 29 mei 2017 advies 61.315/2 gegeven.

De voorliggende tekst dient aangepast te worden wanneer dat besluit vastgesteld wordt.

3. De bijzondere opmerkingen die verderop in dit advies geformuleerd worden, worden gemaakt onder voorbehoud van de voorgaande algemene opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het eerste lid dient te vervallen, aangezien artikel 55 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ geen rechtsgrond oplevert voor het ontwerp.

2. De artikelen 17 en 106 van de wet van 15 mei 2007 ‘betreffende de civiele veiligheid’ leveren geen rechtsgrond op voor het ontwerp. Aangezien ze verband houden met het juridisch kader van het ontwerp, zou het vierde lid, waarin ze worden vermeld, echter een

¹¹ Zie bijvoorbeeld artikel 9 van het ontwerp.

overweging kunnen vormen, evenals het samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarin artikel 306, § 2, van het federale statuut voorziet.

3. In het zesde lid van de aanhef wordt melding gemaakt van “het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van XX XX 2017 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brusselse Hoofdstedelijke Regering”.

Indien de algemene opmerkingen die *supra* gemaakt zijn, gevolgd worden, dient in dat lid, in plaats van te verwijzen naar een tekst die nog niet vastgesteld is, *in casu* melding gemaakt te worden van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’. Dat neemt niet weg dat dat besluit geen rechtsgrond oplevert voor het voorliggende besluit en daardoor evenmin gewijzigd of opgeheven wordt. Indien de steller van het ontwerp dat besluit wil vermelden, moet hij dat derhalve op het einde van de aanhef doen in de vorm van een overweging.

4. In het zevende lid van de aanhef moet verwezen worden naar protocol nr. 2017/02 van het Comité van Sector XV van 20 maart 2017.

5. De datum van de akkoordbevinding van de minister van Begroting, vermeld in het negende lid van de aanhef, kan niet uit het dossier opgemaakt worden. Dat lid dient op dat punt nagekeken te worden.

6. Er dient eveneens opgemerkt te worden dat de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken van 17 januari 2017 dateert. Het tiende lid van de aanhef behoort in die zin herzien te worden.

7. De vervulde voorafgaande vormvereisten dienen in chronologische volgorde vermeld te worden, te beginnen met het oudste.¹² De aanhef moet in die zin herzien worden.

8. Aangezien in de artikelen 306, § 1, en 307 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’ de algemene beginselen vermeld worden die van toepassing zijn op het operationeel personeel van de DBDMH, moeten ze in de vorm van een overweging in de aanhef van het voorliggende besluit worden vermeld.

9. In de aanhef moet verwezen worden naar het evaluatieverslag van de impact van het ontwerp op de respectieve situatie van vrouwen en mannen (“gendertest”) dat opgesteld is.

¹² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 34.

DISPOSITIEF

BOEK I, TITEL I

Het zou goed zijn titel I van boek I aan te vullen met een bepaling waarin, overeenkomstig het opschrift van het ontwerp, bevestigd wordt dat het ontwerp betrekking heeft op het operationeel personeel.

Artikel 1

In artikel 1, 13°, wordt de “operationeel HRM” gedefinieerd als “de referentiepersonen binnen de DBDMH voor het beheer van het operationeel personeel”.

De moeilijkheid van die definitie ligt in het feit dat daarin naar meerdere personen (“de referentiepersonen”) verwezen wordt. In het ontwerp wordt het optreden van de operationeel HRM, in het bijzonder inzake wedertewerkstelling of mobiliteitsstage, evenwel als het optreden van een enkele persoon beschouwd.

De operationeel HRM zou aldus gedefinieerd moeten worden dat daarmee verwezen wordt naar één enkele functie, die de functie zou kunnen zijn van de ambtenaar die belast is met het beheer van het operationeel personeel in de DBDMH.

Artikel 2

1. In paragraaf 1 wordt de ietwat ongelukkige term “kalenderdagen” gebruikt. Er dient gebruik te worden gemaakt van het woord “dag(en)”, waarmee gewoon naar alle dagen verwezen wordt.¹³

2. Het is zeker nuttig om, zoals in paragraaf 2 gebeurt, te regelen hoe de termijnen berekend worden in geval van een stuk kennis gegeven wordt, waarvoor in de Nederlandse tekst van artikel 2 de minder gelukkige term “betekening” gebruikt wordt.

Er wordt echter opgemerkt dat in vele bepalingen van het ontwerp soortgelijke begrippen als “betekening” worden gebruikt, bijvoorbeeld “verzending” (bijvoorbeeld in de artikelen 31, 74 en 137) of “overzending” (bijvoorbeeld in artikel 283, derde lid).

Het is niet duidelijk of de regels die in paragraaf 2 vervat zijn ook in die soortgelijke gevallen gelden.

Bovendien worden de termijnen in sommige bepalingen anders berekend (bijvoorbeeld in de artikelen 47, § 2, en 62, derde lid).

¹³ Zie in die zin advies 35.500/4 van de Raad van State, dat op 18 juni 2003 gegeven is over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 ‘betreffende de bijzondere erkenning van de rust- en verzorgingstehuizen, dagverzorgingscentra voor bejaarden, psychiatrische verzorgingstehuizen en geïntegreerde diensten voor thuisverzorging’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/35500.pdf>).

Het ontwerp dient opnieuw onderzocht te worden om iedere moeilijkheid qua interpretatie en toepassing op dat punt te voorkomen.

Artikel 6

Dat de benaming “sergeant-majoor” naast die van “sergeant” in rang C1 voorkomt, valt weliswaar te verklaren door de mogelijkheid die aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelaten is om voor de DBDMH in de tussengraad van sergeant-majoor te voorzien, maar die uitleg gaat niet op voor de dubbele benaming van “luitenant” en “kapitein” in rang A1.

Tenzij daarvoor een gegronde reden opgegeven wordt, dient de bepaling op dat punt te worden herzien, temeer daar in artikel 55 van het ontwerp van de graad van kapitein een bevorderingsgraad gemaakt wordt, waarvoor onder andere een graadanciënniteit van ten minste drie jaar in de graad van luitenant vereist is.

Er wordt ook opgemerkt dat de graad van kapitein volgens de nota aan de Regering zowel aan rang A1 als aan rang A2 toegewezen wordt, wat niet uit het dispositief blijkt.

Artikel 8

1. De delegatie waarin paragraaf 5 voorziet, moet afgestemd worden op het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende, voor de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandbestrijding en Medische Hulp, delegatie van bevoegdheden en ondertekeningsvolmachten aan de directeur-generaal en aan de adjunct-directeur-generaal en de modaliteiten van het advies van de administratieve coördinator in de materies die onder zijn bevoegdheid vallen’.¹⁴ Artikel 6 van dat ontworpen besluit, zoals dat aan de Raad van State voorgelegd is, luidde als volgt: “Na akkoord van de Minister kunnen de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal, binnen de grenzen en onder de voorwaarden die ze samen bepalen, sommige van de hun in onderhavig besluit toegekende bevoegdheden delegeren.”

2. In dezelfde paragraaf moeten de woorden “In voorkomend geval” vervangen worden door de woorden “In dat geval”.

Artikel 16

In het eerste lid wordt bepaald dat een vergelijkend wervingsexamen kan worden georganiseerd door onder andere “Brussel Openbaar Ambt” of “de Gewestelijke School voor Veiligheidsberoepen”.

¹⁴ Waarover de Raad van State op 29 mei 2017 advies 61.315/2 gegeven heeft.

Op een vraag over het bestaan van die instanties en over de teksten waarbij ze opgericht worden, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Le projet de statut anticipe sur la situation juridique future puisque ces organismes sont en cours de création. Pour cette raison, aucun autre texte ne prévoit actuellement le recrutement par ces organismes. Afin de prendre en compte la situation future et la nécessité d'un fondement juridique, est-ce qu'une disposition transitoire conditionnant l'organisation des recrutements par ces organismes à un texte juridique portant la création de ces organismes et leur confiant comme mission l'organisation des recrutements serait suffisante?”

De verwijzingen naar “Brussel Openbaar Ambt” en naar de “Gewestelijke School voor Veiligheidsberoepen” dienen uit artikel 16 te worden weggelaten, en kunnen desnoods weer opgenomen worden wanneer aan die organen juridisch vormgegeven is.

Artikel 17

Naar het voorbeeld van hetgeen bepaald wordt in de artikelen 37, § 2, en 38, § 2, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’ moet in het derde lid gepreciseerd worden dat het resultaat van het vergelijkend examen aan de kandidaat ter kennis gebracht wordt “via een aangetekende brief of via elke andere drager met bewijskracht en vaste datum”.¹⁵

Artikel 19

De Nederlandse tekst van artikel 19, derde lid, moet aangevuld worden met een bepaling onder “13° verlof wegens opdracht”.

Artikel 20

De Nederlandse en de Franse tekst van artikel 20 van het ontwerp, die respectievelijk twee leden en één lid bevatten, moeten met elkaar in overeenstemming gebracht worden.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp, in het bijzonder voor de artikelen 24, 29, 35, 61, 72, 73, 77, 87, 92, 111, 141, 146, 181, 262 en 416.

Artikel 21

In de Franse tekst van artikel 21, § 3, eerste lid, schrijve men “l'équivalent de 10 jours ouvrables”.

¹⁵ Zie in die zin ook artikel 15, derde lid, van het samenwerkingsakkoord.

Artikel 23

Aangezien artikel 23 uit slechts één lid bestaat, moet de vermelding “§ 1.” weggelaten worden.

Artikel 24

Paragraaf 3 voorziet in de mogelijkheid dat de stagiair een deel van zijn stage in een ander hulpverleningszone doormaakt. In dat geval dient bepaald te worden dat de stagiair tijdens die detachering onder de verantwoordelijkheid valt van de commandant van de zone waar hij gedetacheerd is, of van diens afgevaardigde. Anders zou de stagiair volgens artikel 23 van het ontwerp immers “onder de verantwoordelijkheid van de stagemester” blijven, dus van een operationeel personeelslid van de DBDMH die niet gedetacheerd is en niet de verantwoordelijkheid kan dragen voor de stage van een gedetacheerde stagiair.

Artikel 29

Gelet op artikel 27, § 2, eerste lid, moeten in het tweede lid de woorden “en van de eventuele opmerkingen van de stagiair” worden toegevoegd na de woorden “van deze verslagen”.

Artikel 30

Er dient gepreciseerd te worden wie het voorzitterschap van de stagecommissie bekleedt, aangezien de stem van de voorzitter doorslaggevend is in het geval waarvan sprake is in het zesde lid. Volgens artikel 32 van het ontwerp is de voorzitter er bovendien mee belast de stagiair op te roepen. Die precisering is des te belangrijker daar de stagecommissie ook optreedt in het kader van de bevorderingstage, vermeld in afdeling IV van titel IV, hoofdstuk I.

Artikel 32

Het derde lid is moeilijk te begrijpen omdat niet wordt bepaald wat de “tweede zitting” is waarvan daarin sprake is.

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat tussen het tweede en het derde lid van artikel 32 van het ontwerp een als volgt luidend nieuw lid ingevoegd dient te worden:

“Indien de stagiair een geldig excuus opgeeft, wordt de hoorzitting uitgesteld en wordt de stagiair opgeroepen voor een tweede zitting volgens de vormen vermeld in het eerste lid.”

Ook in de artikelen 75 en 138 van het ontwerp zou hetzelfde lid moeten worden ingevoegd.

Artikel 35

In artikel 35 wordt niet duidelijk bepaald in welke verschillende fasen van de procedure beslist kan worden om de stageperiode te verlengen of de stagiair te ontslaan.

Uit dat artikel kan ook niet afgeleid worden wie van de directieraad of van de benoemende overheid over de uiteindelijke beslissingsbevoegdheid beschikt.

De voorliggende bepaling dient verduidelijkt te worden.

Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 77 en 141.

Artikel 37

Er wordt niet vermeld vanaf wanneer de beslissing om de stagiair te ontslaan uitwerking heeft.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat “le licenciement a lieu le jour de la prise de décision définitive par l'autorité investie du pouvoir de nomination. Il n'y a pas de préavis mais l'agent a droit à une indemnité prévue à l'article 37.”

Er dient veeleer bepaald te worden dat het ontslag uitwerking heeft met ingang van de datum waarop er kennis van gegeven wordt. De bepaling moet dienovereenkomstig aangevuld worden.

Artikel 38

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 38 van het ontwerp als volgt gesteld dient te worden:

“Art. 38. Na twee tussentijdse stageverslagen die afgesloten worden met een ongunstige beoordeling, brengt de operationeel HRM een voorstel tot ontslag ter kennis van de stagiair.

De stagiair kan beroep instellen tegen het voorstel tot ontslag binnen de termijnen en volgens de nadere regels bepaald in afdeling IV van dit hoofdstuk.

Indien de stagiair zich niet binnen de voorgeschreven termijn tot de commissie wendt, wordt het voorstel tot ontslag voor verdere afhandeling overgemaakt aan de benoemende overheid.”

Artikel 39

1. In het tweede lid dient het woord “en” tussen de woorden “zijn stage te beëindigen” en de woorden “het recht voor de stagiair om zich te laten bijstaan” vervangen te worden door een komma; omgekeerd dient de komma tussen de woorden “de ten laste gelegde feiten” en de woorden “het recht voor de stagiair om te verzoeken” vervangen te worden door het woord “en”.

2. Naar aanleiding van een vraag over de procedure die volgt op de inschakeling van de stagecommissie, heeft de gemachtigde van de minister voorgesteld om het laatste lid van artikel 39 aldus te wijzigen dat erin gepreciseerd wordt dat het beroep geen betrekking heeft op het voorstel van beslissing, maar op de beslissing zelf.

Indien dat inderdaad de bedoeling is, volstaat het niet dat in het laatste lid verwezen wordt naar afdeling IV, aangezien artikel 34 van die afdeling enkel voorziet in een gemotiveerd advies over een voorstel van beslissing.

De tekst zou aldus herzien moeten worden dat hij hetzij voorziet in beslissingsbevoegdheid voor de stagecommissie, hetzij in het opnieuw inschakelen van de benoemende overheid na het advies van de stagecommissie.

Artikel 42

De vermelding “§ 1.” dient te vervallen.

Artikel 43

De bepaling dient aangevuld te worden met het opschrift van het decreet van 20 juli 1831 ‘betreffende de eedaflegging bij de aanvang der grondwettelijke vertegenwoordigende monarchie’.

Artikel 55

De graad van kapitein is ook een wervingsgraad (artikel 11 van het ontwerp). De steller van het ontwerp moet dus vaststellen op welke wijze prioritair in een betrekking moet worden voorzien in geval van vacature: eerst door aanwerving en, indien er geen kandidaat of geslaagde is, vervolgens door bevordering, ofwel, omgekeerd, eerst door bevordering en, indien er geen kandidaat of geslaagde is, vervolgens door aanwerving.

Artikel 57

Er moet rekening mee gehouden worden dat artikel 56, 7°, c), van het koninklijk besluit van 19 april 2014 ‘tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones’, zoals ingevoegd bij artikel 73 van het koninklijk besluit van 18 november 2015 ‘betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten en tot wijziging van diverse koninklijke besluiten’ waarnaar in paragraaf 1 van artikel 57 van het ontwerp verwezen wordt, vernietigd is bij arrest nr. 237.506 van de Raad van State van 28 februari 2017.

Artikelen 58, 59, 61 en 63

Er is een gebrek aan samenhang tussen artikel 58, zesde lid, krachtens welke bepaling de directieraad gebonden is door de door de jury opgemaakte rangschikking van de kandidaten, en artikel 63 dat voorziet in het geval dat het voorstel van de directieraad niet eenparig uitgebracht wordt.

In zoverre artikel 59 bepaalt dat “de directieraad een met redenen omkleed advies [uitbrengt]” lijkt het ook uit te gaan van de veronderstelling dat de directieraad over een autonome bevoegdheid beschikt wat betreft de door de jury opgemaakte rangschikking, wat de woorden “vóór ieder ander beoordelingselement” in artikel 61, tweede lid, lijken te bevestigen.

De onderlinge samenhang van al die bepalingen dient hersteld te worden.

Artikel 62

1. In het eerste lid van de Nederlandse tekst wordt verwezen naar de artikelen 58 en 59 van het ontwerp, terwijl in de Franse tekst verwezen wordt naar de artikelen 60 en 61 ervan. De Nederlandse tekst moet gecorrigeerd worden.

In diezelfde Nederlandse tekst dient het woord “of” op het einde van het eerste lid geschrapt te worden.

2. In het derde lid moet gepreciseerd worden in welke vorm de benadeelde ambtenaar bezwaar kan indienen (bijvoorbeeld bij aangetekend schrijven).

Artikel 73

In het tweede lid dienen na de woorden “van dit eindverslag van de stage” de woorden “en de eventuele opmerkingen van de stagiair” toegevoegd te worden.

Artikel 86

1. Het derde lid bepaalt dat “[e]en ambtenaar (...) geen evaluatie [mag] uitvoeren zonder eerst een passende opleiding te hebben genoten”.

Die bepaling vermeldt niet wat een dergelijke opleiding precies inhoudt en dient op dat punt aangevuld te worden.¹⁶

¹⁶ Zie in die zin advies 32.861/4 van de Raad van State, op 25 maart 2002 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 april 2002 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (waarnaar verwezen wordt in advies 54.917/2, op 5 maart 2014 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’).

2. Artikel 86 zou aangevuld moeten worden met een bepaling waarin gepreciseerd wordt dat een ambtenaar die een evaluatierapport gekregen heeft met de vermelding “te verbeteren” of “onvoldoende” zelf niet met de evaluatie mag worden belast.

Artikel 87

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat

“tous les documents du dossier d'évaluation doivent bien entendu être dans la langue de l'agent pour être conformes à la réglementation et jurisprudence en matière linguistique.”

In de bepaling onder 4° dienen de woorden “in de taal van de ambtenaar” geschrapt te worden, aangezien ze een onnodige herhaling zijn van de geldende taalwetgeving en het Gewest bovendien daartoe niet bevoegd is.

2. Het woord “ervan” behoort toegevoegd te worden na het woord “kopie”.

Artikel 92

Het tweede lid bepaalt het volgende:

“[D]e rechtstreekse hiërarchische meerdere (...) moet zo snel mogelijk aan de gemachtigde hiërarchische meerdere de beoordelingselementen melden die hij heeft vastgesteld opdat ze toegevoegd worden aan het dossier.”

De bepalingen van het ontwerp betreffende de evaluatie staan er evenwel niet aan in de weg dat het mogelijk is dat de rechtstreekse hiërarchische meerdere eveneens de hiërarchische meerdere is die gemachtigd is om de ambtenaar te evalueren.

Teneinde dat geval in beschouwing te nemen, dient artikel 92, tweede lid, van het ontwerp als volgt geherformuleerd te worden: “Indien hij niet de meerdere is die gemachtigd is om de ambtenaar krachtens artikel 86 te evalueren, moet de rechtstreekse hiërarchische meerdere (voorts zoals in het ontwerp).”

Artikel 93

Om te zorgen voor overeenstemming tussen beide taalversies dient de laatste zin in de Franse tekst van artikel 93 van het ontwerp een afzonderlijk lid te vormen.

Artikel 95

Wat paragraaf 1 betreft, dient opgemerkt te worden dat er, tenzij het om de eerste evaluatie gaat, in geen enkele “minimale of maximale evaluatieperiode” voorzien wordt wanneer de geëvalueerde ambtenaar de vermelding “zeer goed” of “goed” gekregen heeft. Dit kan ertoe leiden dat het mogelijk is dat een ambtenaar die één van die twee vermeldingen gekregen heeft gedurende verscheidene jaren niet meer geëvalueerd wordt.

Er dient eveneens in een “minimale en maximale evaluatieperiode” voorzien te worden voor de geëvalueerde ambtenaren die de vermelding “zeer goed” of “goed” gekregen hebben.

Artikel 101

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat artikel 101 van het ontwerp als volgt geredigeerd moet worden:

“Art. 101. De mutatie is de overgang van een ambtenaar naar een andere groepering overeenkomstig zijn graad in de operationele dienst.

De mutatie kan betrekking hebben op:

- de aanwijzing in een andere operationele groepering. Onder “groepering” verstaat men alle groepen of leden van het operationeel personeel die verbonden zijn aan een post, aan de stafkazerne of aan de dispatching;
- de aanwijzing in een andere compagnie. Onder “compagnie” verstaat men alle groepen of leden van het operationeel personeel die gelijktijdig van wacht zijn;
- of de wijziging van activiteit.”

Evenwel rijst de vraag of de wijziging van activiteit als zodanig overeenstemt met een overgang naar een andere groepering zoals bedoeld in het eerste lid.

Artikel 102

In de Franse tekst dient het woord “le” geschrapt te worden.

Artikel 106

In de Franse tekst dienen in het tweede lid, tweede streepje, de woorden “, la préférence est donnée” vervangen te worden door de woorden “, de manière à ce que la préférence soit donnée”.

Artikel 108

In het tweede lid van de Franse tekst wordt de preventieadviseur niet vermeld als lid van de wedertewerkstellingscommissie, terwijl dat in de Nederlandse tekst wel het geval is.

Beide taalversies dienen op dat punt op elkaar afgestemd te worden.

Artikel 115

In de Franse tekst van het ontwerp dient in artikel 115, eerste lid, het woord “système” vervangen te worden door het woord “régime”, aangezien dat de term is die in artikel 114 gebruikt wordt.

Artikel 130

Er dient gepreciseerd te worden dat de tot stagemeester aangewezen officier van rang A1 een hiërarchische meerdere van de stagiair moet zijn of dat hij op zijn minst actief moet zijn in de dienst waar de laatstgenoemde zijn proeftijd zal volbrengen.

Artikel 133

In paragraaf 1:

- dienen de woorden “op initiatief” ingevoegd te worden tussen de woorden “Op vraag van de stagiair of” en de woorden “van de stagemeester”;
- behoort in de Franse tekst “est établi” geschreven te worden.

Artikel 144

De woorden “een personeelslid” behoren vervangen te worden door de woorden “een operationeel personeelslid van een hulpverleningszone”.

Artikel 150

De steller van het ontwerp wordt gewezen op het feit dat artikel 150 een afspiegeling is van artikel 107 van het federaal statuut, welk artikel in artikel 306, § 1, vijfde streepje, van dat statuut aangemerkt wordt als een algemeen beginsel dat van toepassing is op de DBDMH, en op het feit dat dat artikel 107 opgeheven is bij een koninklijk besluit van 9 mei 2016.

De steller van het ontwerp dient bijgevolg te beslissen of artikel 150 al dan niet in het ontwerp behouden moet worden.

Artikel 159

1. In paragraaf 3 dient “bedoeld in artikel 227” geschreven te worden.
2. In advies 34.355/2, op 3 februari 2003 gegeven over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 april 2003 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest’, heeft de Raad van State de volgende opmerking¹⁷ geformuleerd die nog steeds relevant is:

“Gelet op de ernstige gevolgen die aan het niet-verschijnen voor de medische controledienst verbonden worden, moet nader worden bepaald hoe de ambtenaar wordt opgeroepen, inclusief hoe hij wordt ingelicht over de gevolgen die het niet-ingaan op zulk een oproeping heeft.”

Artikel 169

In de Franse tekst van paragraaf 1, tweede lid, schrijve men “pour les cas visés”.

Artikel 177

In de Franse tekst van het eerste lid schrijve men “les jours de congé de vacances non utilisés”.

Artikel 178

In de Franse tekst van het eerste lid, 2°, dient, in de eerste vijf streepjes, het woord “défini” vervangen te worden door het woord “définis” en in het zesde streepje schrijve men het woord “visé” als “visés”.

Overigens dienen in diezelfde bepaling de streepjes te worden vervangen door klein geschreven letters.¹⁸

Artikel 189

Er wordt niet gepreciseerd of het verlof dat aan een ambtenaar wordt toegekend om een kind op te nemen met het oog op pleegvoogdij of ingevolge een rechterlijke beslissing tot plaatsing in een opvanggezin, bepaald in artikel 189, al dan niet gesplitst kan worden.

¹⁷ Die opmerking wordt eveneens gemaakt in het voornoemde advies 54.917/2 van 5 maart 2014.

¹⁸ *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 58.

Indien het niet kan worden gesplitst, moet de steller van het ontwerp die verschillende behandeling kunnen verantwoorden. Die verantwoording kan niet gebaseerd zijn op de omstandigheid dat de duur van dat verlof beperkt is. Dat verlof kan immers zes weken bedragen,¹⁹ wat overeenstemt met de duur van het verlof voor adoptie van een kind beneden de tien jaar (artikel 188 van het ontwerp).

Artikelen 191 tot 198

Er is geen reden om de bepalingen over te nemen van de ‘arbeidswet’ van 16 maart 1971, die ambtshalve voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelden, zoals voor alle werkgevers.

De voorliggende bepalingen moeten dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 201

Artikel 201 van het ontwerp regelt de kwestie van de profylactische maatregelen die moeten worden genomen wanneer de ambtenaar of zijn echtgenoot, zijn levenspartner of een inwonend familielid aan een besmettelijke ziekte lijdt.

In dat artikel wordt bepaald dat de arts van de ambtenaar op diens verzoek contact moet opnemen met “de hoofdarts van het geneeskundig centrum van de Administratieve Gezondheidsdienst waaronder de ambtenaar ressorteert”.

Indien het de bedoeling van de steller van het ontwerp is om voor de profylactische maatregelen een beroep te doen op de diensten van Medex,²⁰ moet worden bepaald dat contact wordt opgenomen met “het Bestuur van de Medische Expertise”.²¹

Artikelen 211 en 214

Met het oog op de rechtszekerheid zou in de artikelen 211, § 2, 5°, en 214, § 2, 1°, gepreciseerd moeten worden wat onder “ontwikkelingsland” verstaan dient te worden, bijvoorbeeld door te verwijzen naar de lijst van de “ontwikkelingslanden” opgesteld door het

¹⁹ Of zelfs twaalf weken indien het opgenomen kind zich in de in artikel 189, derde lid, beschreven toestand bevindt.

²⁰ Volgens artikel 227 van het ontwerp moet de dienst die belast wordt met de controle van het ziekteverzuim, door de minister worden aangewezen.

²¹ Zie advies 54.917/2, dat op 5 maart 2014 gegeven is over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, opmerking over artikel 220.

Comité voor Ontwikkelingshulp van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO).²²

Artikel 214

In paragraaf 1 verwijst de steller van het ontwerp naar “volgende machtigingen”. Ook in artikel 215, eerste lid, verwijst hij naar volgende machtigingen, waarna hij, in het tweede lid van die bepaling, het volgende stelt:

“Voor de toepassing van het eerste lid van dit besluit [lees: artikel] wordt als volgende machtiging beschouwd, die welke iedere volgende periode dekt van een opdracht in dienst van dezelfde regering, van hetzelfde openbaar bestuur of van dezelfde instelling voor zover de beschouwde periode van de voorafgaande periode niet wordt gescheiden door een termijn die zes maanden overschrijdt.”

De Raad van State vraagt zich af of dezelfde precisering niet in artikel 214, § 1, opgenomen dient te worden.

Artikel 222

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in paragraaf 2 moet worden verwezen naar artikel 220.

Artikel 228

In paragraaf 2 moeten de woorden “voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 232” worden vervangen door de woorden “voor de aangelegenheden bedoeld in paragraaf 1”.

Artikelen 231 en 232

De artikelen 231, § 2, eerste lid, en 232, § 2, eerste lid, bevatten verwijzingen naar artikel 226, die niet kloppen.

Die verwijzingen dienen verbeterd te worden.

Artikel 260

Getallen dienen voluit geschreven te worden.²³

²² Zie in die zin bijvoorbeeld artikel 2, 3°, van de wet van 19 maart 2013 ‘betreffende de Belgische Ontwikkelingssamenwerking’.

Artikel 275

Hoewel in artikel 274 van het ontwerp bepaald wordt dat “[w]anneer de vervolgte persoon een operationeel mandaathouders (lees: mandaathouder) is, (...) de functioneel bevoegde minister de tuchtoverheid [is]”, kan in het geval van artikel 275, eerste lid, niet concreet opgemaakt worden door wie een informatieverlag kan worden opgesteld wanneer de officier-dienstchef zich aan een tuchtvergriep schuldig maakt.

Artikel 277

Krachtens het derde lid kan de tuchtoverheid in het geval van een strafvordering oordelen of het gepast is de tuchtprocedure al dan niet te schorsen op basis van de gegevens waarover ze beschikt.

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat de concrete tenuitvoerlegging van die mogelijkheid steeds verenigbaar moet zijn met het vermoeden van onschuld dat onder meer gewaarborgd is bij artikel 6, § 2, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.²⁴

Artikelen 285 en 286

Hoe de onderscheiden fasen van de procedure die in artikel 285 in het vooruitzicht gesteld wordt precies verlopen, komt niet duidelijk tot uiting.

Ten eerste valt de termijn van negentig dagen waarin paragraaf 3 voorziet, moeilijk te rijmen met de mogelijkheden tot schorsing van de procedure waarin artikel 277 voorziet. De samenhang zou duidelijker uit de tekst naar voren moeten komen.

In plaats van te schrijven “Indien de operationeel HRM niet binnen een termijn van negentig dagen volgend op de bekendmaking van het inleidend verslag uitspraak heeft gedaan, wordt hij geacht van vervolgingen af te zien” is het bovendien beter te schrijven dat in dat geval geen enkele tuchtstraf kan worden uitgesproken.

De tweede zin van artikel 286 lijkt te voorzien in een beslissing tot afzetting en in een beslissing tot ontslag waarvan de eerste voortvloeit uit het voorstel van tuchtstraf dat de operationeel HRM in die zin gedaan heeft, waartegen geen beroep is ingesteld en dat dus krachtens de eerste zin van datzelfde artikel 286 definitief wordt, en de tweede voortvloeit uit de “verdere afhandeling” waarvoor de benoemende overheid moet zorgen krachtens de tweede zin van die bepaling.

²³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 6.2.

²⁴ Zie Cass 29 juni 2007, D.06.0012.N/I, RvS 2 april 2012, nr. 218.802, Naniot, EHRM 7 februari 2012, verz. nr. 27062/04, Tripon v. Roemenië. Zie in die zin advies 59.265/4, dat op 6 juni 2016 gegeven is over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het koninklijk besluit van 3 augustus 2016 ‘tot wijziging van diverse tuchtrechtelijke bepalingen betreffende het Rijkspersoneel’, opmerking 2 over artikel 5.

Kortom, de tekst moet aldus worden herzien dat de fasen van de procedure en de respectieve bevoegdheden van de aangewezen overheden beter aangegeven worden.

Artikel 287

In de Franse tekst schrijve men “en matière disciplinaire”.

Artikel 288

In de Franse tekst van het derde lid schrijve men “par l’agent poursuivi”.

Artikel 291

In de opsomming van het eerste lid moet worden bepaald na verloop van welke termijn de tuchtstraf van de vermaning, vermeld in artikel 263, 2°, van het ontwerp, van ambtswege doorgehaald wordt.

Artikel 293

Gelet op artikel 295, dat overeenkomt met artikel 23 van het federale statuut, zou het derde lid, naar luid waarvan de ambtenaar die deze onverenigbaarheden niet in acht neemt, zich aan een tuchtvordering blootstelt, weggelaten moeten worden.

Artikel 294

Het tweede tot het vierde lid lijken zinloos, aangezien het eerste lid in geen enkele onverenigbaarheid voorziet tussen de functie van lid van de DBDMH en de functie van vrijwilliger in een openbare brandweerdienst in een andere hulpverleningszone (met uitzondering evenwel van wat in de bepaling onder 3° in verband met de commandant voorgeschreven wordt), bij het Rode Kruis of een soortgelijke organisatie.

De bepaling moet worden herzien.

Indien het derde lid gehandhaafd wordt, moeten de twee taalversies ervan met elkaar in overeenstemming worden gebracht.

Artikel 295

Artikel 293, derde lid, van het ontwerp, waarin wordt bepaald dat “[d]e ambtenaar die deze bepaling niet eerbiedigt, (...) zich [blootstelt] aan een tuchtvordering” maar waarin niet wordt bepaald welke straf moet worden opgelegd, moet in overeenstemming worden gebracht met artikel 295, tweede lid, waarin wordt bepaald dat de ambtenaar die zich in een situatie van

onverenigbaarheid bevindt en geen gevolg geeft aan het bevel die binnen een termijn van zes maanden te beëindigen, bij wijze van tuchtstraf ambtshalve ontslagen wordt.

BOEK II – DE BEZOLDIGINGSREGELING

Voor zover een aantal bepalingen weddeschalen van het operationeel personeel van de DBDMH vaststellen, zijn ze niet reglementair van aard in de zin van artikel 3, § 1, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Ze zijn bijgevolg niet onderzocht.²⁵

Artikel 318

De twee taalversies van de tabel in paragraaf 1 moeten met elkaar in overeenstemming worden gebracht: in de Franse tekst staan tegenover de graad van kapitein immers vier weddeschalen, terwijl er in de Nederlandse tekst slechts drie staan.

Artikel 319

Tussen de woorden “op basis van” en de woorden “titel X” moeten de woorden “boek I,” worden ingevoegd.

Deze opmerking geldt voor heel boek II, titel I, en voor artikel 436 van het ontwerp.

Artikel 324

In het tweede lid wordt bepaald dat een sergeant de weddeschaal C152 geniet na 12 jaar graadanciënniteit, terwijl in de tabel van artikel 318, § 1, die weddeschaal C152 niet vermeld wordt.

Ofwel zou dat lid moeten worden weggelaten, ofwel zou de tabel moeten worden aangepast zodat ze overeenstemt met artikel 324, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 326

In de Nederlandse tekst van het tweede lid moet de vermelding “[2]” weggelaten worden.

²⁵ Zie in die zin advies 54.917/2 van de Raad van State, dat op 5 maart 2014 gegeven is over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Artikelen 343 en 362

Er zou een duidelijker onderscheid moeten worden gemaakt tussen het begrip “overuren” wegens prestaties geleverd naar aanleiding van het “terugroepen voor een dringende taak”, bepaald in artikel 343 in afdeling II “De toelage voor overuren”, en het begrip “toelage voor het terugroepen voor een dringende taak”, bepaald in een afzonderlijke afdeling, namelijk afdeling IV, en waarvoor in artikel 362, eerste lid, tweede zin, daarenboven bevestigd wordt dat “[d]eze toelage (...) [losstaat] van de betaling van de overuren”.

Artikel 344

In het tweede lid schrijve men “in het eerste lid”.

Artikel 355

Het is niet nodig in artikel 355 van het ontwerp te bepalen hoe de forfaitaire wachtvergoeding wordt uitbetaald, aangezien dat reeds in artikel 342 wordt bepaald.

Artikel 355 moet worden weggelaten.

Artikel 358

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat op het einde van artikel 358 van het ontwerp “voorzien (lees: bepaald) in artikel 260” moet worden geschreven.

Artikel 365

1. Aangezien het opschrift van afdeling VI geen normatieve strekking heeft, moet in artikel 365 worden gedefinieerd welke prestatie recht geeft op de daarin bedoelde toelage.

Deze opmerking geldt ook voor artikel 368.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat er geen grond is om de toelage voor bewakingsopdrachten enkel aan de ambtenaren van niveaus D en C toe te kennen.

Het derde lid moet bijgevolg worden weggelaten.

Artikel 368

1. In de Franse tekst van het eerste lid moeten de woorden “par prestation, de base de 195 euros” worden vervangen door de woorden “de 195 euros par prestation,”.

2. In de Nederlandse tekst moet de eerste vermelding van de woorden “per prestatie” worden weggelaten.
3. Er moet worden gepreciseerd voor welke prestatie de toelage geldt waarin het tweede lid voorziet.

Artikel 370

Op de vraag waarom artikel 370 van het ontwerp bepaalt dat de toelage waarin artikel 368 voorziet, niet aan de officieren wordt toegekend, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende geantwoord:

“Pour les équipes RISC, les fonctions opérationnelles pendant la garde sont assurées jusqu’au grade d’adjudant, et plus à partir du grade officier.”

Dat antwoord is onvolledig, aangezien de toelage die in artikel 368 wordt vermeld, ook betrekking heeft op het team HAZMAT, waarvan niet duidelijk is of de operationele functies al dan niet door officieren worden uitgeoefend.

Artikel 371

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de woorden “van het officierkader” in het eerste lid moeten worden vervangen door de woorden “van het hoger kader”.
2. Er moet ook worden gepreciseerd dat de functies waarvoor de toelage geldt, betrekking hebben op een “administratieve prestatie”, zoals uit het opschrift van afdeling VIII blijkt.
3. Meer fundamenteel moet de tekst, evenals de andere bepalingen betreffende de toekenning van toelagen, zo worden geredigeerd dat de toelage een recht is dat krachtens artikel 371 wordt toegekend, en niet zo dat ze enkel door de minister kan worden verleend.

Artikel 377

In plaats van “in artikel 29 van het algemeen statuut” moet worden geschreven “in artikel 34 van het algemeen statuut”.

Artikel 380

Er wordt verondersteld dat de Regering hoe dan ook een extern bureau kan aanwijzen om de selectiecommissie in haar activiteiten bij te staan, en niet enkel wanneer ze één of meerdere “proeven” definieert die tijdens het selectiegesprek moeten worden afgelegd.

Om elke onduidelijkheid weg te nemen, is het beter van het tweede lid een afzonderlijk artikel te maken.

Artikel 382

De paragrafen 2, 1° en 2°, en 3, 2° en 3°, zouden duidelijker zijn indien de woorden “of, bij ontstentenis,” telkens voor de woorden “een zonecommandant van categorie 3” werden ingevoegd.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 403, § 1, 1° en 2°.

Artikel 383

In paragraaf 1, 2°, rijst de vraag of het lid recht heeft op de vergoeding die aan de orde is in die bepaling, zelfs als hij ambtenaar is bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of in een andere administratie.

Indien dat niet het geval is, moet de tekst in die zin worden verduidelijkt.

Artikel 386

De verplichting tot uitdrukkelijke motivering, waarin het tweede lid voorziet, volgt reeds uit de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’.

Ze hoeft derhalve niet te worden herhaald in het voorliggende ontwerp.

Artikelen 388 en 391

In de artikelen 388 en 391 moeten de streepjes worden vervangen door een opsomming.

Artikel 414

Uit de combinatie van de twee zinnen die het tweede lid van paragraaf 2 vormen, blijkt dat de Regering het mandaat van de persoon die bij zijn tweede beoordeling de vermelding “voldoende” heeft gekregen, kan vernieuwen. Zoals de tekst is geredigeerd, zou de Regering het beheersplan echter niet hebben beoordeeld, terwijl krachtens de artikelen 381, § 3, eerste lid, 2°, en 388, eerste lid, derde streepje (lees: 3°), “de afstemming van het beheersplan op de doelstellingen bedoeld in artikel 376” een van de criteria voor de selectie van de mandaathouders vormt.

Die leemte moet worden aangevuld.

Artikel 416

1. Volgens het tweede lid, eerste zin, kan de mandaathouder die een beroep instelt tegen een beoordeling, op zijn verzoek worden gehoord.

Het spreekt vanzelf dat die hoorzitting overeenkomstig de vereisten van behoorlijk bestuur moet kunnen plaatsvinden in omstandigheden die de mandaathouder in staat stellen zijn standpunt met volle kennis van zaken naar voren te brengen, wat impliceert dat hij onder meer de stukken van het dossier moet kunnen inkijken eer hij gehoord wordt.

2. Het is niet aanvaardbaar dat, zoals in het vierde lid wordt gesteld, de vermelding “te verbeteren” wordt geacht te zijn toegekend indien de Regering geen beslissing heeft genomen binnen de gestelde termijn om uitspraak te doen over het beroep tegen de evaluatievermelding, terwijl niet valt uit te sluiten dat de mandaathouder aanspraak zou kunnen maken op de vermelding “voldoende”.

Artikel 421

Paragraaf 2 is een onnodige herhaling van paragraaf 1, tweede lid, en moet worden weggelaten.

Artikel 422

De Raad van State plaatst vraagtekens bij de strekking van artikel 422. Tenzij daar een rechtvaardiging voor bestaat, moet het artikel worden weggelaten.

Artikel 430

Volgens artikel 14, § 2, van het samenwerkingsakkoord “bepaalt [de Brusselse minister] de modaliteiten en de inhoud van [de] bevorderingsproef [bedoeld in artikel 57 van het federaal statuut] zolang de minister van Binnenlandse Zaken de inhoud van de bevorderingsproeven van het federaal statuut zelf niet heeft vastgelegd”.

Het is dus niet aanvaardbaar dat wordt bepaald dat die proef “wordt beschouwd als succesvol doorstaan en de kandidaten *ex-aequo* (lees: *ex aequo*) zolang de functioneel bevoegde minister de inhoud en de modaliteiten van deze proeven niet heeft bepaald”.

Artikel 430 moet worden weggelaten.

Artikel 431

De woorden “van dit besluit” moeten worden weggelaten.²⁶

Artikelen 432 en 433

In de artikelen 432 en 433 wordt als referentiedatum telkens de datum van 27 juni 2002 genomen. Dat is de datum van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de DBDMH’. Aangezien dat besluit op 1 juli 2002 in werking is getreden, moet echter die laatstgenoemde datum worden vermeld, zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd.

Artikel 434

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het eerste en het tweede lid telkens “3 oktober 2006” moet worden geschreven.

Artikel 443

De steller van het ontwerp moet kunnen rechtvaardigen waarom er naar aanleiding van de eerste procedure voor de toekenning van de mandaten van rang A4 die onder het operationeel kader vallen, vrijstelling wordt verleend van de voorwaarde een diploma te hebben dat toegang geeft tot de betrekkingen van niveau A bij het overheidsperoneel, te meer daar die bepaling geen overgangsbepaling is.

Artikel 446

Het derde lid van artikel 446 van het ontwerp, dat een uitvoeringsbepaling is, moet een afzonderlijk artikel vormen dat losstaat van het eerste en het tweede lid.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT

²⁶ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek” aanbeveling 72.